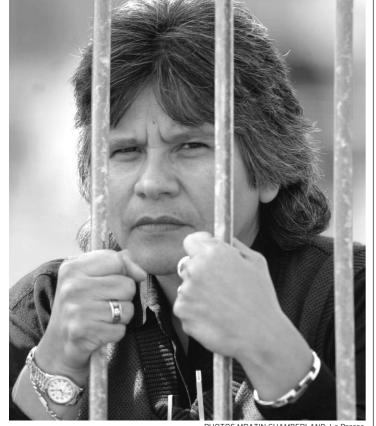
SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001



CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 21 AVRIL 2001

Les 2000 délégués du Sommet des peuples, cette semaine à Québec, avaient tous une histoire à raconter. Des histoires souvent tristes, parfois déchirantes, qui parlent de chômage, de misère, de graves problèmes sociaux. Notre journaliste KATIA GAGNON a rencontré trois délégués, Marta Ojeda du Mexique, Marta Buritica de Colombie et Terrence Cover de la Jamaïque, qui craignent tous qu'une éventuelle Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) aggrave encore des problèmes déjà criants dans leur pays respectif. Ils nous racontent ces petites histoires de la mondialisation.

Trois petites histoires



« Les zones franches, c'est comme une mafia », dit Marta Oieda.



« Si nous pouvions nous organiser, la Jamaïque pourrait être un paradis... » dit Terrence Cover.

Marta Buritica, figure de proue du mouvement féministe

Vingt ans dans les maquiladoras

ELLE A ASSEMBLÉ les pièces de nos téléviseurs, nos lumières de Noël, les sarraus que portent les médecins dans nos hôpitaux, les cassettes qu'écoûtent nos enfants. Elle a vu des hommes aux mains déformées par le travail répétitif d'une vie, elle a vu des enfants naître sans cerveau à cause des produits chimiques dangereux que leurs mères manipulaient.

Marta Ojeda a vécu mille vies en une seule. Elle a travaillé pendant vingt ans dans les maquiladoras, ces entreprises situées dans les zones franches qui forment une longue ceinture le long de la frontière États-Unis/Mexique, où s'affairent aujourd'hui un million et demi de Mexicains.

Dès l'âge de 15 ans, elle commence à travailler avec sa mère, qui faisait partie de la première génération de travailleurs des zones franches, dans les années 70. Ignorés par leur entreprise, les travailleurs qui réclament de meilleures conditions de travail se mettent en grève. « Ce fut mon premier combat », lance-t-elle. Devant cette mini-révolte, presque impensable à l'époque, l'entreprise ferme purement et simple-

Mme Ojeda va ensuite travailler chez Johnson & Johnson, où elle fabrique des sarraus et des masques pour les chirurgiens. A cause de la teinture bleue qu'on utilise pour donner de la couleur aux vêtements, tout est bleu dans l'usine. « À l'heure du lunch, notre café était bleu. Nos bouches et nos nez saignaient parce que la teinture était toxique. » Chez Sony, où elle travaille aussi à assembler des cassettes, plusieurs femmes de l'usine mettent au monde des enfants atteint d'une terrible malformation : ils n'ont pratiquement pas de cerveau. « L'entreprise leur a dit que c'est parce qu'elles avaient des problèmes génétiques ou que leur mari était alcoolique », raconte-t-elle.

Après que Sony eut réclamé de ses employés qu'ils travaillent sept jours par semaine, les travailleurs se mettent en grève. Marta Ojeda est aux premiers rangs. « Les policiers sont intervenus. Plusieurs travailleurs se sont retrouvés à l'hôpital, d'autres en prison. » Marta, elle, se retrouve sur la liste noire des entreprises installées dans les maquiladoras. « Les zones franches, c'est comme une mafia. Les grandes entreprises ont le contrôle de toutes les entreprises, de l'épicerie au café en passant par le garage. Si vous vous retrouvez sur la liste noire, vous ne pouvez travailler nulle part. »

Elle part donc pour les États-Unis, s'installe au Texas et s'aperçoit bien vite que d'autres travailleurs des zones franches sont, comme elle, « assoiffés de justice ». Elle fonde donc la « Coalition pour la justice dans les maquiladoras », qui tente de relier les travailleurs mexicains à leurs collègues de la même entreprise employés au Canada et aux États-Unis. « Les gens du Nord qui gagnent 20 \$ de l'heure découvrent les conditions de travail de gens qui gagnent 20 \$ par semaine pour faire le même travail. Bien souvent, c'est le début d'une solidarité internationale », conclut-elle avec un sourire.

Les sans-terre de Jamaïque

LA JAMAÏQUE. On pense immédiatement à une mer bordée de cocotiers, un ciel bleu, un hamac et... quelques bouffées illicites. Le paradis, quoi. Mais derrière ce décor de carte postale se cache une dure réalité pour les paysans jamaïcains qui luttent depuis des années pour regagner leurs terres, monopolisées par les grandes entreprises étrangères.

Terrence Cover la connaît, cette réalité. En parcourant l'île dans tous les sens, il rencontre quotidiennement des pères de famille, forcés de laisser femmes et enfants derrière eux pour aller travailler en ville. Ou alors c'est toute la famille qui déménage dans les grands centres urbains et se retrouve le plus souvent sans emploi, dans un logement de misère. Pour-

Parce que la majorité des terres cultivables, en Jamaïque, sont monopolisées par l'État ou les grandes multinationales étrangères. Les gigantesques plantations de canne à sucre, héritage colonial britannique, sont aujourd'hui devenues d'immenses fermes laitières ou des plantations de bananes. L'État jamaïcain, qui garde encore la main haute sur de larges portions de territoire, préfère bien sûr les céder aux grandes compagnies, génératrices de revenus.

À côté, les petits paysans sans terre ne peuvent même pas cultiver un jardin pour nourrir leur famille. « Des milliers de paysans auraient besoin de ces terres pour rester en vie », explique M. Cover. Dans certaines zones du pays, la situation est si critique que des paysans en révolte ont décidé de squatter les terres détenues par les grandes compagnies. « La vie est extrêmement difficile pour eux parce qu'ils ne peuvent rien planifier, ils n'ont ni équipement ni engrais. »

Dès la fin du XIXe siècle, les paysans jamaïcains se sont révoltés contre cette situation. Mais jusqu'à présent, ils l'ont fait en vain. Et avec un accord comme la ZLEA, la situation deviendrait probablement pire, craint Terrence Cover, puisque la Jamaïque accorderait encore plus d'avantages aux grandes compagnies pour les attirer sur son territoire. Au détriment de sa population.

Son groupe, le « Trinityville Extension Area Development Committee », qui fait partie d'une large coalition rurale, lutte pour l'adoption d'un Plan national des terres, qui mettrait sur pied ce que nous connaissons ici comme le zonage agricole. « Bien sûr, certaines zones appartiendraient aux grandes compagnies. Bien sûr, il y aurait toujours des terres de la Couronne, où on veut protéger les forêts. Mais il y aurait aussi de la place pour le petit paysan et sa famille. À l'heure actuelle, il n'y a aucune gestion publique des terres ».

Il faut voir les yeux de Terrence briller lorsqu'il parle de la richesse du sol jamaïcain. « Des mangues, des goyaves, le célèbre café des Blue Mountains », lance-t-il en souriant. « Si nous pouvions nous organiser, la Jamaïque pourrait être un paradis, non seulement pour les touristes, mais aussi pour

Jeunes filles vendues pour la prostitution

DANS LA COLOMBIE devenue un véritable champ de bataille, où l'emploi se fait rare, des milliers de jeunes filles répondent chaque année à ces annonces qui leur promettent une brillante carrière de mannequin international. Des voyages elles en feront, c'est vrai. Mais elles seront prises dans le piège d'un puissant réseau de prostitution.

Chaque mois, en Colombie, la police démantèle des réseaux clandestins de prostitution, qui se reforment sans cesse. À tel point que les groupes de femmes affirment que la prostitution est devenue une importante industrie informelle du pays. « Le taux de chômage atteint les 20 % en Colombie. Dans ce contexte, les jeunes femmes n'ont aucune opportunité, ni accès à l'éducation, alors elles tombent dans le piège de ces fausses agences de mannequins », explique Marta Buritica, qui, après un passé sulfureux dans la guérilla armée, est devenue une figure de proue du mouvement féministe

Les jeunes filles de 13 à 19 ans, souvent analphabètes, n'ont pas pu prendre connaissance des campagnes d'information lancées par les autoritées gouvernementales pour les mettre en garde. « Ils font signer aux filles un contrat de trois à cinq ans. Quand elles partent à l'étranger, elles sont convaincues qu'elles vont faire carrière sur les scènes internationales. Mais, arrivées aux États-Unis ou en Asie, elles déchantent rapidement. Et si elles veulent s'enfuir, on menace de tuer leurs familles restées en Colombie », raconte Mme Buri-

La guerre latente qui déchire la Colombie depuis des années, où les échauffourées entre groupes révolutionnaires et paramilitaires font des victimes à chaque semaine, est dévastatrice pour la population, en particulier les femmes qui forment les deux tiers des populations déplacées, témoigne Mme Buritica. Elle-même a vécu de près ce drame. Tout récemment, elle a perdu un fils, parti en expédition pour gravir un volcan avec quelques amis. Les membres d'un groupe révolutionnaire armé, convaincus qu'ils avaient affaire à des militaires, les ont fusillés. Purement et simplement. Le visage encore ravagé par le chagrin, Mme Buritica s'arrête de parler. « Je ne veux pas en dire plus, j'ai un autre fils, vous compre-

Bref, la population est prise en otage par ces groupes armés. « Les assassinats ne sont plus politiques en Colombie, il s'agit plutôt de délinquance commune. Les forces de changement révolutionnaires attaquent la population civile », raconte-t-elle. Et la ZLEA dans tout ça? « Nous craignons qu'un tel accord aggrave encore la situation de l'emploi. Depuis cinq ans, 6000 entreprises ont fait faillite ou ont été rachetées par des multinationales en Colombie », dit-elle. Résultat, craignent-elles: des industries « indésirables », comme celles des armes ou de la prostitution, pourraient encore gagner en puissance.



QUELQUES CLICS ET CA DEVIENT UN JEU D'ENFANT!

www.cyberpresse.ca/sommet





5 jeunes journalistes à Québec, 4 langues officielles, 3 journées intenses, 2 correspondants professionnels, la seule agence de presse jeunesse pour le 3° Sommet des Amériques!



SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001



Depuis Seattle, la mondialisation ne se conjuque plus simplement au mode économique. Les opposants à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et aux accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont eux aussi tissé des liens qui forment maintenant

une vaste toile à l'échelle de la planète. Ils ont leurs vedettes, leurs lieux-cultes et leur petite histoire. Mais tout unis qu'ils soient, ces centaines de groupes ont des objectifs différents et, surtout, leurs tactiques divergent considérablement. Certains, comme le désormais célèbre paysan français José Bové, utilisent à fond les médias pour faire passer leur message de résistance. Ce qui suscite bien des remous dans l'ensemble du mouvement. « Il faudra avancer des contre-propositions au libre-échange au-



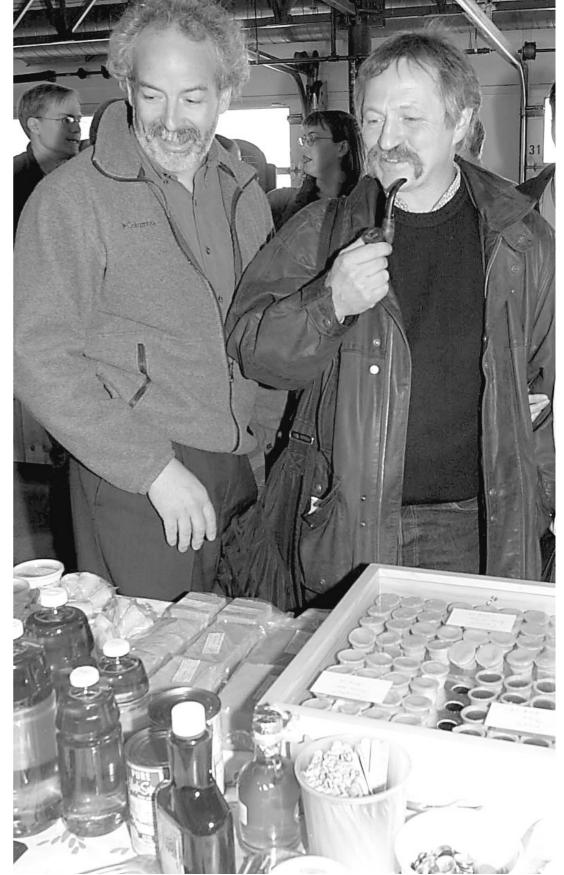
delà du démontage de McDonald's », lance Jean-François Trogrlic, de la Confédération française du travail, opposant de la méthode Bové. Ces contre-propositions, d'autres s'affairent à les mettre sur pied dans l'ombre.

Hector de la Cueva, du Réseau mexicain contre le libre-échange, est l'âme de l'Alliance sociale continentale, l'immense parapluie qui regroupe des milliers de groupes sociaux et de syndicats à travers les Amériques. À l'inverse du Bové médiatique, il est l'un des grands penseurs du mouvement antimondialisation. Pour faire le bilan de ce mouvement, La Presse a rencontré cette semaine José Bové et Hector de la Cueva en marge du Sommet des peuples.

Les deux visages de l'antimondialisation



Hector de la Cueva est l'un des grands penseurs du mouvement antimondialisation. C'est l'âme de l'Alliance sociale continentale qui réunit syndicats et groupes sociaux.



José Bové (à droite), le célèbre paysan français, a visité le marché public du Vieux-Port de Québec en compagnie du président de la coopérative qui gère le marché, André Filteau.

HECTOR DE LA CUEVA

« Un référendum hémisphérique sur la ZLEA »

- Q LA PRESSE: À quoi concrètement pourrait aboutir le Sommet des peu-
- R HECTOR DE LA CUEVA: Le but d'un tel sommet, c'est de faire en sorte que les voix des peuples d'Amériques soient entendues. Je crois qu'au cours de ces derniers jours, elles ont été entendues. Pas par les gouvernements, mais par le reste de la société. C'est déjà un objectif concret qui est atteint. Mais nous devons faire plus. Nous devons organiser davantage d'actions, dans chaque pays, afin de faire échec à la logique du libre-échange à travers les Amériques.
- Est-il réellement possible de faire échec à cette logique de libre-échange?
- Oui. Qui aurait cru, au Mexique, il y a quelques mois, que les autochtones se rendraient au Congrès pour faire valoir les droits des autochtones dans la Constitution?

Aujourd'hui, ça semble très possible à l'issue d'un incroyable mouvement de protestation, qui a suscité un grand appui populaire.

Alors oui, je crois que nous pourrions atteindre un objectif aussi ambitieux que celui de stopper la ZLEA, si la société civile s'orga-

- Mais les résolutions adoptées à ce Sommet des peuples sont plutôt vagues. Manque-t-on d'objectifs concrets ?
- Nous sommes encore à construire un plan d'action commun pour ces mouve-

ments extrêmement diversifiés qui forment l'Alliance sociale continentale. Nous avons des paysans sans-terre du Brésil, des syndicats, des groupes autochtones : ces groupes ont des objectifs différents, ce n'est pas évident d'adopter un plan d'action commun. Mais la résistance globale s'organise et augmente son efficacité, c'est certain.

À Québec, nous avons fait un grand pas en avant : tout le monde est clairement contre la ZLEA et ils sont prêts à passer à l'action. La première action concrète des prochains mois sera probablement de réclamer un référendum hémisphérique sur la ZLEA sur la base d'une résolution adoptée à Québec.

Nous voulons montrer que des millions de gens dans l'ensemble des Amériques ne veulent pas de ce projet.

- Pourquoi les 34 chefs d'État élus démocratiquement n'ont-ils pas la légitimité de négocier un tel accord ?
- R Parce qu'ils savent parfaitement que ce qu'ils négocient n'est pas acceptable pour la majorité des gens des Amériques. C'est pour cela qu'ils gardent les textes secrets, qu'ils ont besoin de clôtures et de policiers. Ils ne veulent pas entendre ce que les gens ont à dire.

Les gouvernements se plaignent de la radicalisation de notre mouvement, mais ils en sont les premiers responsables : ce sont eux qui n'agissent pas de façon très civilisée en se cachant derrière des barricades.

JOSÉ BOVÉ

«Un rapport de force est en train de se créer»

- LA PRESSE: Vous êtes une star de l'antimondialisation. Pourquoi ce mouvement a-t-il besoin de stars?
- R JOSÉ BOVÉ: Je ne me vois pas du tout comme une star. Je suis porte-parole du mouvement paysan et aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, les luttes s'incarnent dans des personnes. Il n'y a pas de concept de star qui tienne.

La presse fait son travail : je ne vais pas lui reprocher de le faire. Je suis un porte-parole, qui exprime au nom des paysans du monde le refus d'une logique économique. J'assume cette responsabilité.

- Q Que répondez-vous aux gens qui disent que vous avez l'art de la belle phrase médiatique mais que vous évacuez le discours de fond?
- Je pense que j'essaie surtout de parler des problèmes de fond, de l'importance du combat contre la ZLEA ou l'OMC. Ce qui est important, c'est d'amener le débat sur la place publique, de le faire sortir hors des murs où s'enferment les chefs d'État.
- Q Les médias sont-ils un outil essentiel dans ce genre de lutte?
- Il faut que l'information circule et les médias font partie des véhicules. Le travail de la presse, répondre à des questions, être vu et entendu, ça fait partie de la démo-
- Q Qu'est-ce que le Sommet des peuples de Québec va donner concrètement?

R D'abord, ça montre que les gens réfléchissent, que ce n'est pas qu'un débat

Aujourd'hui, il y a une nouvelle légitimité à ce mouvement et les chefs d'État n'ont toujours pas compris qu'il faut que les gens soient partie prenante de cette discussion. L'objectif de rencontres comme celle du Sommet des peuples, c'est montrer qu'il y a un rapport de force qui est en train de se

On lance un cri d'alarme, en quelque sorte, contre ces discussions qui se font dans l'ombre. Déjà, le fait de mettre ça au grand jour est une victoire.

C'est le syndrome Dracula. Il fonctionne la nuit mais au grand jour, il s'effondre.

- Le mouvement antimondialisation devrait-il avoir recours à la violence comme à Seattle?
- J'étais à Seattle. Il ne s'est rien passé. Rien de rien. Dire que ça a été l'émeute et la violence, il faut relativiser. Aujourd'hui, on ne parle pas de violence quand des paysans sont chassés de leurs terres. À Seattle, ça a été dérisoire. Des dizaines de milliers de personnes ont défilé pacifiquement dans les rues. En France, je ne suis pas sûr que les choses se seraient passées aussi pacifiquement. Personne n'aurait parlé des deux vitrines qui sont tombées à Seattle. Aux États-Unis, dès qu'on porte atteinte à la propriété privée, ça prend des proportions gigantesques, alors que nous n'avons absolument pas changé la face du monde.

LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 21 AVRIL 2001

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001



Les bons, les brutes et les méchants

MARIE-CLAUDE LORTIE

La manifestation d'aujourd'hui est organisée par les mêmes qui ont mis sur pied le Sommet des peuples. Il s'agit de l'Alliance sociale continentale, qui regroupe syndicats et organismes socio-économiques opposés à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Au Québec, l'Alliance est représentée par le Réseau québécois sur l'intégration continentale; ailleurs au pays par Common Frontiers. Les manifestants auront donc été mobilisés par ce réseau qui inclut des organisations plus classiques: tous les grands syndicats, les regroupements féministes, les environnementalistes, des groupes communautaires et ethno-culturels.

Des groupes religieux ont aussi mobilisé des manifestants, sans oublier les associations étudiantes et un grand nombre d'organismes non gouvernemental (ONG) et populaires. On retrouvera aussi dans la grande marche bon nombre de manifestants sans appartenance à un groupe particulier, mais tout simplement inquiets des répercussions d'une éventuelle ZLEA sur leur qualité de vie.

Les résistants pacifiques

Parmi les participants à la marche, il y aura aussi un certain nombre d'organismes qui croient que pour faire passer son message, il faut à l'occasion opter pour la résistance pacifique et autres actions directes non violentes. On pense évidemment à SalAMI, au FRAPRU ou à certains groupes membres de la coalition Occupation Québec 2001, regroupement d'organismes anti-ZLEA constitué spécifiquement pour le Sommet des amériques.

Même si ces groupes choisissent l'action directe pacifique, ils sont parfois arrêtés parce que leurs actions sont considérées comme illégales: s'ils bloquent une rue, par exemple, ou s'ils empêchent les policiers de dégager la voie publique pour le passage de dignitaires en s'enchaînant à une structure fixe.

Les plus à gauche

Les ardents défenseurs de la ZLEA aiment bien réduire les manifestants à un groupe de fanatiques de gauche, barbus et prêts à se cadenasser à un parcomètre pour faire passer leur message.

Ce n'est qu'une minorité, mais le personnage le plus proche de cette caricature se retrouve probablement au sein de la CASA ou de la CLAC. Il s'agit en fait de deux coalitions de groupes de gauche opposés au libreéchange, avec des ramifications chez certains anarchistes et autres militants révoltés contre le « système ».

Ce sont les purs et durs, ceux qui ont organisé la manifestation d'hier. Officiellement, ces groupes ne sont pas en faveur de « la casse », soit le vandalisme contre les symboles du capitalisme, mais ils refusent de la condamner. La vraie violence, disent-ils, c'est celle des multinationales qui déversent leurs déchets toxiques dans les pays en voie de développement ou qui font travailler des enfants pour des salaires minables.

Les vandales

Aucun groupe officiel et identifié ne prône le vandalisme, mais on sait qu'il existe des groupuscules d'anarchistes, qui se forment spontanément sur les lieux des manifestations et qui se font appeler Black Bloc. Ce sont des gens habillés de noir, au visage masqué, pour qui il n'v a rien de mal à détruire la propriété privée, question de faire passer son message!



Un manifestant solitaire invitait hier policiers et manifestants à faire la paix, au cours du premier affrontement du Sommet des Amériques.

Les peuples des Amériques en marche

Imposant service d'ordre des organisateurs; la police se fera « discrète »



QUÉBEC - À défaut de les rencontrer, les militants antimondialisation réussiront peut-être à attirer cet après-midi l'attention des 34 chefs d'État au Sommet des Amériques. Car leur défilé de 25 000 à 30 000 personnes pourrait bien être visible des vitrines du Centre des congrès, qui surplombe la basse ville de Québec.

La Marche des peuples des Amériques, pièce de résistance du Sommet des peuples, doit s'ébranler vers 13 h 30. Plus de 300 autobus sont attendus vers midi au point de ralliement du Vieux-Port, près du chapiteau de ce sommet parallèle qui a attiré cette semaine 2000 mi-

Les autobus viendront de partout : de l'Abitibi, de Boston, de Toronto, du Manitoba, des Maritimes, du Nord-Est américain... « J'en ai qui font 20 heures d'autobus! » lance, ébahi, Jacques Théorêt, un conseiller de la FTQ qui coordonne la logistique entourant cette marche de 3,5 km.

Les organisateurs de la marche, principalement issus du mouvement syndical — la FTQ attend à elle seule 10 000 syndicalistes affiliés du Canada et des États-Unis espéraient il y a quelques semaines attirer 15 000 personnes pour passer ce message vivant aux partisans du libre-échange panaméricain. Ils parlent maintenant de 25 000 à 30 000 manifestants, malgré certains désistements qu'ils attribuent au « battage médiatique » entourant les mesures de sécurité.

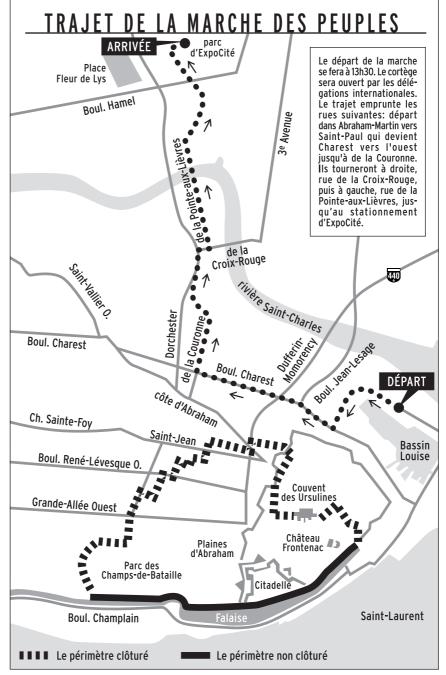
Il a donc fallu opter pour un point de chute plus vaste, le stationnement d'Expo-Cité, un centre de foires de la Ville de Québec. Une scène y sera érigée pour les discours, l'animation et les spectacles qui suivront la marche, entre 16 h et 20 h.

Marche pacifique

« Il s'agit d'une marche de protestation pacifique et haute en couleur », lit-on sur le site Internet du Sommet des peuples. Car le trajet a été dessiné de façon à éviter les affrontements. Du Vieux-Port à Expo-Cité, une zone non résidentielle, il ne s'approche jamais de ce fameux périmètre de sécurité bouclé depuis jeudi midi. « J'ai vu des Saint-Jean-Baptiste pas mal plus risquées que ça!» lance Jacques Théorêt.

Ce trajet prudent est un choix des organisateurs et non des policiers, assure-t-on au Sommet des peuples. « Il faut que ce soit clair : ce ne sont pas eux autres qui nous ont contenu dans des champs », insiste André Leclerc, un des organi-

« Dans notre esprit, cette marche-là n'a pas l'objectif d'empêcher



le Sommet des Amériques d'avoir lieu, de provoquer des affrontements. On veut que notre message passe à cause du nombre et non pas à cause des gestes qu'on va poser. S'il y a des gens qui tentent de changer le caractère de la manif en lançant par exemple des objets dans les vitrines ou n'importe quoi,

ils vont être expulsés de la manif. » Les organisateurs ont obtenu un permis en bonne et due forme et discutent depuis plusieurs semaines dans une relative harmonie avec la police de Québec qui, selon eux, a promis de jouer un rôle discret. À condition que les marcheurs montent leur propre service d'ordre et veillent à contenir les déborde-

Ainsi chaque organisation participante — on en compte au moins 32 parmi un vaste éventail, des féministes aux écologistes en passant par les organisations religieuses ou les étudiants — doit organiser son propre service d'ordre, à raison de quatre membres pour 50 manifestants. Le Sommet des peuples fournira également à tous un service d'ordre où Jean Lapierre et ses cols

bleus de Montréal se joindront à d'autres syndicalistes. « Le mouvement syndical fournit un service d'ordre qui est quatre fois plus gros que ce que nécessite normalement le même nombre de personne », explique Jacques Théorêt.

L'exemple de Nice

Ce dernier était à Nice en décembre dernier quand le Sommet européen a mobilisé les militants antimondialisation du monde entier. C'est de la marche syndicale tenue là-bas, dit-il, qu'il s'est inspiré pour Québec. « Ĵ'ai vu une marche de 100 000 personnes dans Nice, qui n'est pas une grande ville, sans aucun incident, avec des forces de l'ordre complètement effacées », raconte M. Théorêt.

La clef selon lui : un service d'ordre structuré et une police en retrait. Le lendemain, ajoute-t-il, ces éléments n'étaient pas réunis et une manifestation de 5000 personnes a tourné à l'affrontement.

Les organisateurs de Québec tiennent donc à ce que la police demeure discrète. « Elle n'est absolument pas là pour encadrer les mar-

cheurs, insiste M. Théorêt. On ne devrait pas les voir vraiment, à part quelques motos en avant pour bloquer les rues, c'est tout. C'est ça, l'entente.»

« On n'est pas discret, parce qu'il faut des véhicules de police pour sécuriser le parcours, nuance le lieutenant Denis Robitaille, de la police de Québec. Je ne vous pas que je vais envoyer 50 gars casqués avec des bâtons devant le cortège. Mais il faut quand même sécuriser la rue et les intersections. »

Le lieutenant confirme cependant que la police laissera la chance au service d'ordre de la marche de contenir d'éventuels écarts. « S'ils ne sont pas capables d'en venir à bout, là on va intervenir. »

Les organisateurs de la marche ne prennent guère au sérieux les policiers lorsqu'ils mettent en garde les groupes pacifistes contre l'infiltration de casseurs. « On a beaucoup plus une historique d'infiltration policière dans nos marches, lance Jacques Théorêt. Les services de renseignement qui ont l'occasion de faire un boulot de ce genre-là une fois par dix ans, là ils sont tous énervés. C'est ça qui m'inquiète. Pas les militants. »

André Leclerc, qui organise des manifs avec la FTQ depuis 30 ans, sait néanmoins que certains manifestants ont des intentions moins paficiques. « Ce qui est probable, c'est que des gens vont suivre la manif et au moment de la dissolution, ils vont peut-être aller faire autre chose, dit-il. Mais s'il y a 30 000 personnes, on n'a aucun moyen d'empêcher ça. »

C'est exactement ce qui s'est passé à Seattle, en 1999, après la grande marche syndicale organisée par la plus grande centrale américaine, l'AFL-CIO, en marge de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce.

« Je pense qu'il y avait un très petit nombre de personnes qu'on pourrait appeller des fauteurs de troubles », dit John Sweeney, président de l'AFL-CIO, rencontré par La Presse au Sommet des peuples cette semaine.

« Mais les 35 000 à 40 000 personnes qui marchaient pacifiquement étaient des gens qui ont respecté l'autorité et qui étaient là pour livrer un message, dit-il. C'est malheureux que les policiers n'aient pas été mieux préparés pour tranquilliser certains manifestants afin de permettre que ceux qui étaient là pacifiquement puissent s'exprimer. »

M. Sweeney n'en estime pas moins que les mesures de sécurité déployées à Québec par les autorités constituent une réaction « incroyablement excessive ».

« C'est sûr qu'il va y en avoir, des arrestations, conclut de son côté André Leclerc. On espère juste qu'ils — les policiers — ne vont pas faire un usage excessif de la répression, arrêter des gens juste pour faire du show. »

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001



Les dirigeants de la Conférence des parlementaires d'Amérique (COPA) ont choisi de se réunir à Québec en même temps que les chefs d'État et de gouvernement à l'occasion du Sommet des Amériques. La Conférence, qui regroupe les parlementaires de 300 assemblées législatives de l'hémisphère occidental, a exigé, en vain, d'être entendue à la table des chefs d'État. Président de l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Charbonneau a puissamment contribué à la création de la COPA. Il explique pourquoi ce rendez-vous entre les chefs d'État et les élus est si nécessaire.



Pour Denise Beaudoin, la pauvreté en Colombie n'est pas attribuable à une absence de richesse.

ZLEA et Colombie ne font pas bon ménage



QUÉBEC — À entendre Denise Beaudoin, la Colombie a besoin de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) comme d'une balle dans la tête. C'est-à-dire pas du tout. Parce que des balles dans la tête, la Colombie en reçoit plus que sa ration.

« L'an dernier, on a compté 6000 assassinats politiques, ou disparitions, ce qui revient au même », signale cette avocate de 50 ans, ex-chargée de cours à l'UQAM, qui oeuvre depuis cinq ans à la Commission colombienne des juristes (Comision Colombiana de Juris-

Pour elle, la pauvreté en Colombie n'est pas attribuable à une absence de richesse que pourrait combler la ZLEA, mais à la mauvaise répartition de cette richesse. Et à la guerre.

« La Colombie est un pays en guerre, explique-t-elle. Une guerre intérieure que se livrent l'armée, les groupes paramilitaires (de droite), souvent proches de l'armée, et la guérilla (de gau-

Et au milieu du champ de tir : la population, environ 38 millions de personnes. « C'est une guerre où les victimes sont des civils. » L'avocate mentionne ce massacre, à Tibu, qui avait fait 24 victimes, le 6 avril 2000.

« Les paramilitaires disent que les civils qu'ils tuent ou torturent sont des collaborateurs de la guérilla; la guérilla dit que ses victimes sont des collaborateurs des paramiliaires. »

Pourtant, dit-elle, la Colombie est loin d'être démunie. « C'est un beau pays avec de la neige, des montagnes, des plages, des plaines, des jungles... La vie culturelle y est très riche: opéra, spectacles, concerts, cinéma, il y a de très beaux parcs... »

Et le pays possède une des meilleures constitutions au monde, précise-telle. Et la Cour constitutionnelle en fait une excellente interprétation, en général. « Mais ça ne sert à rien. Dans les cas de violation des droits de l'homme, l'impunité est de 98 %. Les procureurs de la Couronne sont menacés, tués... »

Et puis il y a la drogue et ses cartels, et une corruption généralisée. Et les exactions commises par les groupes armés. Les paramilitaires ont institué un racket de protection. Tu paies ou tu disparais. Les guérilléros, eux, imposent une taxe, un impôt, à tout le monde. Ce qui revient à peu près au même, encore

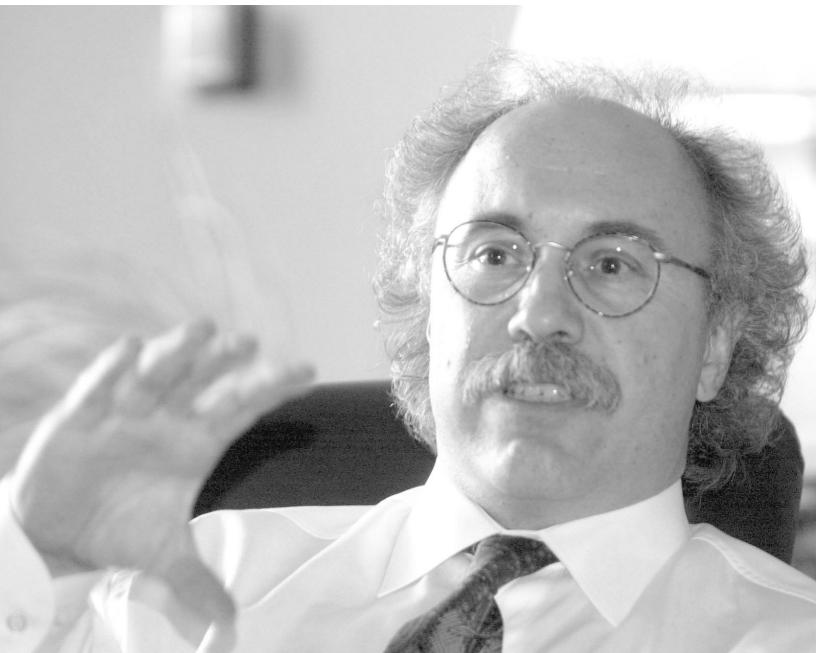
Dangereuse, la vie à Bogota (population: sept millions)? Oui. « Les défenseurs des droits de la personne, on (les paramilitaires) nous associe aux guérilléros, ce qui nous transforme en ci-

bles. » Mais la campagne l'est encore plus, dangereuse. «Je ne quitte la ville qu'en avion. La route est trop dangereuse. Des autobus sont souvent interceptés, des passagers tués, kidnap-

Mme Beaudoin explique que seule, à Bogota, elle ne court pas grand risque. Enfin, pas plus de risques qu'une femme déambulant normalement dans une ville où le taux de criminalité est sensiblement plus élevé qu'à Montréal, disons... Parce que son travail de recherche à la Comision Colombiana de Juristas est parfaitement anonyme. « Le vrai danger, c'est quand je me trouve en présence de mon patron, le directeur de la commission. Lui est beaucoup plus visible. »

Au fait, que faisait-elle au Sommet des peuples, cette semaine? Elle représentait le Réseau latino-américain des femmes qui transforment l'économie (Red Latinoamerican Mujeres Transformado la Economica).

« Notre hypothèse, c'est que les accords de libre commerce affectent négativement les populations, et particulièrement les femmes. » Il s'est trouvé que ce point de vue fut largement partagé au Sommet des peuples, cette semaine.



« Les gouvernements aiment les Parlements dociles; les « mauvais » Parlements sont ceux qui brassent la cage, qui ralentissent l'action

« Veut-on encore des élus aui nous représentent?»



LA PRESSE: Pourquoi la Conférence at-elle tenu ses assises à Québec, en même temps que le Sommet des Améri-

R JEAN-PIERRE CHARBONNEAU: La COPA existe depuis 1997. En 1998, notre association était trop jeune pour avoir une influence sur le Sommet de Santiago. Je trouvais qu'on devait élever le ton. On a su que le prochain sommet se tiendrait à Québec. L'été dernier, à Porto Rico, j'ai proposé aux dirigeants de la COPA de se réunir ici plutôt qu'au Nouveau-Mexique. Je les ai invités au Parlement parce que ce n'était pas un territoire occupé. Il n'y a qu'une personne qui prend les décisions sur la colline parlementaire, c'est moi. Je pensais aussi que la présence des médias ferait que notre message serait mieux entendu.

Les chefs d'État sont aussi des élus, n'ont-ils pas autant de légitimité que les députés et sénateurs pour prendre des décisions?

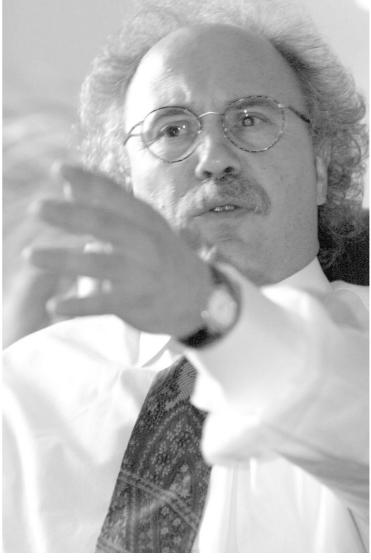
Les élus ne veulent pas confronter les chefs d'État, mais on a l'impression que les gens qui les conseillent font totalement abstraction des parlementaires, on a l'impression d'une sorte de mépris à l'égard des parlementaires. Les gens auraient plus confiance en leurs politiciens s'ils sentaient que leurs élus ont un rôle à jouer, que les Parlements ne sont pas marginalisés. Quand les gens ne respectent plus la classe politique, ceux qui font la loi, ils se sentent complètement dédouanés pour passer à côté des lois.

Cette fois encore, en dépit de ses attentes, la conférence des parlementaires ne sera pas entendue par les chefs d'État; est-ce que cela se passe différemment dans d'autres forums?

Quand on regarde ce qui se passe en francophonie, il y a une assemblée de parlementaires depuis plus de 30 ans, les sommets de la francophonie existent depuis 12 ans, mais cela a pris une dizaine d'années avant que les chefs d'État y acceptent la présence continuelle des parlementaires. Ces derniers ont même une quinzaine de minutes pour faire entendre leurs recommandations devant les chefs d'État.

Pourquoi tant de réticence de la part des chefs de gouvernement à entendre les parlementaires de leurs assemblées ?

Les gouvernements aiment les Parlements dociles; les « mauvais » Parlements sont ceux qui brassent la cage, qui ra-



« Quand les gens ne respectent plus la classe politique, ceux qui font la loi, ils se sentent complètement dédouanés pour passer à côté des lois. »

lentissent l'action du gouvernement. Les gouvernements sont pressés par l'opinion publique, par les médias. Ils doivent fournir rapidement des résultats. Comme les élections sont devenues presque présidentielles, les individus qui dirigent veulent prouver qu'ils le font avec efficacité, c'est-à-dire avec rapidité. C'est contraire à la démocratie parlementaire qui est basée sur la gestion du temps. Pour les parlementaires, le temps est une donnée fondamentale, consulter, écouter, analyser, négocier, débattre... tout cela prend du temps. Plus les gouvernements veulent être rapides et efficaces, plus ils veulent « tasser » leur Parlement. Or, la démocratie prend du temps, c'est la règle du jeu. L'Europe a pris bien du temps pour arriver au Traité de Maastrich. Il faut faire les choses correctement, mettre les gens dans le coup, les faire participer.

La complexité des enjeux, la spécialisation des négociations commerciales n'explique-t-elle pas que les élus en soient absents?

Plusieurs le disent, mais quand on y regarde de plus près dans leurs carrières antérieures, plusieurs députés étaient des experts. Ici, par exemple, on a un François Beaulne (PQ-Marguerite D'Youville), c'était un banquier puis un diplomate aux ministère des Affaires extérieures du Canada. Cette attitude de faire appel aux « experts » témoigne d'une mentalité, les « sherpas » cultivent cette attitude. C'est trop compliqué pour le monde, pour les députés. Ils font un power trip car ils ont un accès au chef d'État dont ne bénéficient pas les élus. On ignore la qualité des élus. Henri-François Gautrin (PLQ-Verdun), Roger Bertrand (PQ-Portneuf), par exemple, sont deux universitaires bien préparés à discuter de ces choses-là. Quand Jacques Baril (Arthabaska) avait encore une ferme, il avait des réflexes d'agriculteur; quand il intervenait à l'Assemblée, ces derniers se reconnaissaient en lui, la ZLEA soulève bien des questions pour les agriculteurs.

Q Devant le refus des chefs d'État de vous entendre, vous avez dit qu'il fallait s'interroger sur le rôle même des Par-

lements au XXIe siècle. Peut-on imaginer un système sans député?

R Certains pensent qu'on pourrait fonctionner plus efficacement avec un seul élu, à tous les quatre ou cinq ans. Il s'entourerait de spécialistes, et pourrait diriger la société avec des sondages et des sommets pour avoir directement l'« input » des groupes de pression et des associations. C'est le débat du parlementarisme après quatre siècles. Est-ce qu'on veut encore des élus qui nous représentent? Est-ce qu'on peut faire l'économie de cela ? Peut-être quelqu'un dirigera-t-il de façon très éclairée... mais il peut aussi se trouver des gens qui tomberont dans l'abus de pouvoir. Le but même du parlementarisme est de baliser l'exercice du pouvoir autocratique en ne donnant jamais un chèque en blanc à qui que ce soit.

LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 21 AVRIL 2001

MMET DES AMÉRIOIIFS



QUÉBEC 2001



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Peu importe l'événement, Jean Soulard, le chef du Château Frontenac, y met toujours la même énergie. Mais, à quelques heures d'un repas de prestige où bien des morceaux du casse-tête viennent à peine d'être mis en place, il n'y a que le plaisir des yeux et du palais qui compte pour lui.

Qu'est-ce qu'on mange?

La gastronomie

semble y être réduite

à sa plus simple

expression.



collaboration spéciale

uand tout le gratin politique d'un continent se réunit pour un week-end à Québec, on est en droit de s'attendre à une fête des plus explosives. Enfin, quand je reçois chez moi, j'aime bien quand ça « swing ». Il ne semble pas que ce soit leur cas. En Europe, quand on veut faire des affaires, on commence par manger. Plus l'affaire est grosse, plus on mange, plus cela coûte cher. C'est sympa comme principe,

« Dis-moi ce que tu manges, je te dirai ce que tu signes. » Si on applique ce principe au Sommet des Amériques, on serait porté à croire que le peu d'enthousiasme apporté aux repas par ces dirigeants laisse présager une grosse vente-débarras cet automne.

Les repas officiels au Sommet des Amériques sont régis par une multitude de choses, mais, entre autres, par une invention très aristocratique appelée protocole. Toutes ces règles en matière d'étiquette, d'honneur et de préséance sont prises très au sérieux par les agents protocolaires. Tellement au sérieux que présentement, la bonne bouffe, ce sont eux qui se l'envoient derrière la cravate. Depuis une semaine, ils goûtent et regoûtent une multitude de menus tous plus alléchants

les uns que les autres sans pouvoir faire un choix définitif, au grand dam de plusieurs

De deux choses l'une, ou ils abusent d'une situation des plus agréables, ou l'ordre est de garder secret le menu définitif. Pour les cas où quelqu'un se rendrait chez le producteur de fines herbes pour les empoisonner!

Vous trouvez que j'exagère ? N'oubliez pas que le Château Frontenac a enfin son roi. Louis XIV est en ville et sa cour « s'épivarde » depuis déjà plusieurs semaines pour s'assurer que tout soit à sa convenance. C'est

triste que le dimanche des Rameaux soit passé. J'imagine l'entrée spectaculaire qu'il aurait faite à la porte Saint-Jean.

Dans toutes les histoires de rois et de reines, il y a toujours quelques légendes urbaines, question d'agrémenter le récit. Et comme le roi est américain, une touche de « showbiz » ne fait pas de tort.

Cette semaine, en tentant de découvrir ce que ces messieurs allaient se

mettre sous la dent, j'ai tout entendu : >« Il y a trop de portes au Château Frontenac, ce n'est pas sécuritaire. »

>« Les inspecteurs sanitaires veillent au grain 24 heures sur 24, le doigt sur les hottes et les casseroles pour s'assurer de la propreté

des lieux. » >« Il y a des lits de camp dans les cuisines pour les cuisiniers qui ne reverront la lumière du jour qu'après le Sommet. »

>« Le président américain a amené saucier, limo et hot-dogs. »

Et la cuisine là-dedans? Malgré tout ce qui joue contre les maîtres queux affectés aux différents repas officiels, leur envie de se dépasser demeure. Le chef du Château Frontenac, Jean Soulard, est l'un de ceux-là. Peu importe l'événement, il y met toujours la même énergie. Mais à quelques heures d'un repas de prestige où bien des morceaux du casse-tête viennent à peine d'être mis en place, il n'y a que le plaisir des yeux et du palais qui compte pour lui.

> Lorsque l'on jette un coup d'oeil au menu du dîner de ce soir, seuls trois services v figurent. La gastronomie semble y être réduite à sa plus simple expression. Il faut comprendre que les hommes politiques des Amériques vivent d'un repas officiel à un autre, selon des horaires très précis. Ces messieurs sont plus habitués au Pepto Bismol qu'au risotto

d'orge aux petits légumes. Jean Soulard y voit le plus beau des défis. En quelques bouchées, la séduction doit faire son oeuvre et les allocutions devenir presque secondaires.

Peu de chefs québécois connaissent et utilisent aussi bien que lui les produits de notre terroir. Pour un cuisinier, une partie importante de la réussite d'un repas protocolaire réside dans la qualité de ses différents fournisseurs alimentaires. On ne parle pas ici de grosses industries, mais bien de petits artisans qui produisent bien souvent un seul produit. Présentement, tous sont sur le pied de guerre, prêts à offrir ce que leur terre a produit de mieux.

Le déjeuner des dames

Le repas le plus intéressant sera, selon moi, celui donné en l'honneur des conjoints des chefs de gouvernement. Fait à noter, c'est le seul menu qui est public. J'ai avoué au chef Soulard ne pas connaître le foie gras de Saint-Apollinaire servi au déjeuner de ces dames. Sa réponse a été des plus simples : « Vous ne le connaîtrez pas non plus. Cet artisan de foie gras ne fournit pas les grands marchés, mais heureux ceux qui le connais-

Les menus sont pensés pour faciliter les échanges entre des individus dont la place à table a soigneusement été étudié. Ce qui se retrouve dans l'assiette doit être simple à manger et ne pas incommoder un invité. Tout doit être désossé, parfois même déjà tranché de façon à créer l'équilibre entre la conversation et les plaisirs de table. Les plats sont aussi pensés en fonction de certains délais pouvant survenir dans le déroulement de la journée. La qualité de la nourriture ne doit pas en souffrir.

C'est pourquoi l'entrée est presque toujours froide de façon à laisser les cuisiniers se concentrer sur le plat principal. Truite, crabe, petits légumes, fromage de chèvre, canard, rillettes de lapin, sirop d'érable, tout doit être parfait et représentatif. Ces produits seront presque l'unique vitrine de ce que nous sommes culturellement.

Un burritos avec ça?

Le samedi 21 avril 2001

Déjeuner

Pour les présidents et chefs d'État

॑

Tuo de canard et flétan marinés à la ciboulette sur fines pousses des Éboulements

॑

Suprême de pintade farci aux escargots et truffes, légumes grillés et pâtissons, tombée de chanterelles

॑

Cout érable pour le sommet - Trio de crème brûlée, tatin et mousseline

॑

Café, café déca et sélection de thés

⋄≓ € ★

Stewn, Chardonnay, 1997 Barrel Aged, Niagara on the Lake Le samedi 21 avril 2001

Déjeuner

Pour les conjoints des présidents et chefs d'État

॑

'Cerrine de foie gras de Saint-Apollinaire aux figues confites et bleuets

E'omble de Gaspésie aux gourganes et citronnelle

⋄≓ Crème brûlée à l'érable et croquant aux fruits frais

> **→==**0 == **→** Café, café déca et sélection de thés

॑

Sewurztraminer, VQA, Vineland, Niagara Falls, Canada 1998 Le dimanche 22 avril 2001

Brunch

Pour les présidents et chefs d'État

﴾≓

Killette de lapin de Saint-Apollinaire aux tomates séchées, estragon et chutney maison

॑

X Lédaillon de truite au crabe des neiges et risotto d'orge aux petits légumes, sauce américaine, mini-légumes et poivrons grillés

॑

Catin de poire à l'anis et sa glace de chèvre et cannelle

﴾≓

Café, café déca et sélection de thés

॑

Stewn, Chardonnay, 1997 Barrel Aged, Niagara on the Lake Inniskillin, VQA, Cabernet Franc, rouge

Le Sommet, jour 1





LAURA-JULIE PERREAULT

La première journée du Sommet des Amériques a pris son envol dans le décorum, avec l'arrivée à l'aéroport Jean-Lesage des chefs d'État, dont le président américain George W. Bush. Mais rapidement, les manifestants ont volé la vedette aux leaders des 34 pays

La musique des clairons a été remplacée par le sifflement des bombes lacrymogènes et fumigènes dès 14 h, quand des protestataires téméraires s'en sont pris à l'enceinte de béton et de barbelés qui protège le coeur de la ville de Québec.

Balles de plastique, billes en verre, cocktails Molotov ont fait partie du dialogue musclé que les policiers et plusieurs groupes de manifestants ont entretenu pendant des heures. Plusieurs individus ont été arrêtés et un policier a été blessé pendant les échauffourées.

L'ouverture officielle du Sommet a été retardée de plusieurs heures, mais a finalement eu lieu hier soir au Centre des congrès de Québec.



Plus de 6000 soldats et policiers ont été déployés à Québec pour assurer la sécurité des 34 chefs d'État qui sont à Québec jusqu'à demain pour le 3° Sommet des Amériques.



Jean Chrétien a accueilli George W. Bush.

Un manifestant a eu chaud en tentant d'échapper aux flammes d'un cocktail Molotov qui a éclaté lors des premières manifestations entourant le Sommet des Amériques.



Un hélicoptère a transporté le président américain et sa femme de l'aéroport de Québec jusqu'à la Citadelle de la Vieille





L'invité le plus attendu du Sommet, George W. Bush, et son épouse Laura, sont arrivés hier midi à l'aéroport de Québec, à bord de l'avion Air Force One.



Plusieurs manifestants, appréhendant les bonbonnes de gaz des policiers, portaient masques et lunettes hier, avant même le début des confrontations avec les forces de l'ordre.



Un manifestant reçoit les premiers soins d'un assistant médical, après avoir été aveuglé par la fumée des gaz lacrymogènes.



La rencontre des masques. Policiers et activistes antimondialisation se font face sur le boulevard René-Lévesque de Québec.



Un manifestant antimondialisation a mis à l'épreuve la théorie qui lui a été enseignée lors d'un séminaire sur la désobéissance civile pour faire tomber un pan de la clôture qui ceinture le centreville de Québec pour le Sommet des Amériques.



La colère d'un activiste a abouti dans le pare-brise d'une automobile appartenant à une station de télévision, qui était stationnée à quelques mètres du Grand Théâtre



Les manifestants ont réussi à faire tomber une partie de la clôture qui barrait l'accès à la colline parlementaire, mais des centaines de policiers ont formé une barrière humaine pour les empêcher de pénétrer à l'intérieur du périmètre de sécurité.

B8 | PLUS

Bernard-le-calme Landry pense plus à Jonquière qu'à Caracas

CE N'EST QUAND MÊME PAS TOUS LES JOURS QU'ON PEUT VOIR RÉUNIS AUTANT DE PAYS OÙ L'ON RISQUE SA PEAU POUR UNE INFO.



n Bernard Landry flegmatique, qui souhaite la bienvenue même quand sa « capitale nationale» passe littéralement sous contrôle fédéral: on est bien loin des « chiffons rouges », la déclaration de février qui avait l'air d'une déclaration de guerre au Canada anglais.

Depuis plusieurs jours, deux plans de match presque contradictoires circulaient dans les officines du gouvernement du Québec.

Dans l'entourage de la ministre Louise Beaudoin, et à son ministère des Relations internationales, on avait un plan d'occupation beaucoup plus systématique du territoire. Avec une grosse équipe de fonctionnaires — 40 personnes étaient mobilisées —, on avait mis sur pied une importante salle de presse, pour riposter pratiquement d'heure en heure aux développements du Sommet des Amériques. Bernard Landry et Louise Beaudoin devaient rester disponibles pour répliquer aux déclarations du Som-

Les points de presse « quasi



Le premier ministre du Québec, Bernard Landry, en compagnie du président mexicain, Vicente Fox, au cours d'une rencontre hier à Montréal.

quotidiens » devaient suivre l'imposante conférence de presse faite la semaine dernière par Pauline Marois et une brochette de ministres. M. Landry devait rencontrer les journalistes après les réunions bilatérales avec les quatre chefs d'État qui avaient accepté de le

Mais celui-ci avait un tout autre programme, bien plus discret.

Car par les temps qui courent au

bureau de M. Landry, on pense bien davantage à Saint-Jovite et Jonquière qu'à Caracas et Quito.

Avec une série d'élections partielles à venir — on décidera la semaine prochaine si ces élections seront déclenchées avant ou après les vacances d'été —, l'heure est plus à la stratégie intérieure qu'aux grandes manoeuvres sur la scène internationale. Depuis un mois, la permanence du PQ est décapitée, mais on pense avoir trouvé un nouveau directeur général en Michel Goyer, un militant de longue date

dans la région de Laval. Les stratèges autour de Bernard Landry savent bien que les électeurs n'aiment pas le voir systématiquement déchirer sa chemise et s'attaquer à Ottawa. L'épisode des « chiffons rouges » et dû « Canada néfaste » laissait clairement un goût amer aux électeurs. Avant même son entrée en fonction, M. Landry se l'était fait dire noir sur blanc dans une enquête menée par Léger Marketing.

Il devait donc donner l'image d'un premier ministre capable de rester placide, même s'il dut maintes fois serrer les dents.

Son entourage vérifia rapidement les circonstances des déclarations incendiaires du secrétaire d'État fédéral, Gilbert Normand, qui avait soutenu que le nationalisme de M. Landry était « ethnique et exclusif ». On baissa vite la garde quand il fut évident que cette sortie ne faisait pas partie d'un plan orchestré par Ottawa. Quelques journalistes en mal de copie auront vite fait déraper le politicien très malhabile.

Même prudence quand le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, lança que les organisateurs fédéraux avaient arraché les bannières de bienvenue de Québec. À l'habituelle guerre Ottawa-Québec, « il manque un belligérant » dira le lendemain le premier ministre quand il fut évident qu'une simple erreur technique avait mis le feu aux poudres. Les points de presse de Bernard Landry promis après ses rencontres bilatérales disparurent comme par enchantement. Il ne pouvait de toute façon parler du contenu des rencontres, expliqua-ton, avant que le président mexicain Vicente Fox lui, bien à l'aise, ne discute ouvertement de son entretien avec M. Landry.

La décision de M. Landry de se montrer discret était d'autant plus juste qu'un sondage CROP venait, à quelques jours du Sommet, montrer que les Québécois étaient de son avis: 67 % des gens pensent que le gouvernement fédéral aurait dû lui permettre d'adresser un mot de bienvenue aux chefs d'État et de gouvernement.

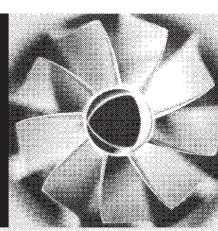
Des événements extérieurs lui auront aussi donné raison. Comme prévu, la Conférence des parlementaires des Amériques a fustigé les dirigeants qui ne voulaient pas les entendre, le Sommet des peuples a lui aussi cassé du sucre sur le dos du club sélect où le Québec n'avait pas droit de cité.

Lui qui avait commencé par pousser les hauts cris, soutenant qu'il était « honteux » que les organisateurs du Sommet des Amériques ne laissent pas le premier ministre du Québec s'adresser aux chefs d'État, ne voulait plus marteler ce clou, dès que la visite arriva. Il se contenta d'un seul message: « Le Québec est une nation », remarque qui, insistait-il, fait consensus entre lui et le chef de l'opposition, Jean Charest.

Une seule fois il a paru se faire plaisir et faire un pied de nez au Canada anglais. Devant les membres de la Conférence des parlementaires, longuement, il s'est exprimé en français, puis en espagnol, mais jamais en anglais.



Complètement turbo



Une seule compagnie offre une gamme complète de véhicules à turbocompression. Devinez qui?

SAAB 9-3

Caractéristiques

- Moteur 2 L turbo Ecopower 4 cylindres
- · Sièges avant et miroirs chauffants Traction asservie (TCS)
- · Appuis-tête actifs Saab (SAHR) à l'avant Climatisation

Taux de location

Si vous dites Saab, vous gagnez, Mais pourquoi doter chaque véhicule d'un moteur à turbocompression? Pour la sécurité. Un moteur turbocompressé est une source de puissance plus efficace. Une puissance qui réagit, instantanément, à toutes demandes d'accélération. Chaque Saab est donc conçue pour offrir au conducteur toutes les options possibles afin de parer à un éventuel accident. Faites-en l'essai et voyez par vous-même. La puissance est synonyme de sécurité qui elle, est synonyme de Saab.

1 888 888-SAAB www.saabcanada.com



Saturn Saab Isuzu de Blainville 249, boul. Seigneurie Ouest (450) 437-6317

www.saturndeblainville.saturncanada.com (Autoroute 15, sortie 25)

Saturn Saab Isuzu de Brossard 5950, boul. Marie-Victorin (450) 672-2500 www.gravelauto.com (Route 132 et pont Champlain)

Gravel Saturn Saab İsuzu 1, Place Ville-Marie, # 11 180 Montréal (514) 861-2000

www.gravelauto.com (Angle Cathcart et McGill College) Saturn Saab Isuzu de Terrebonne

705, boul. des Seigneurs (450) 964-1374 www.saturndeterrebonne.saturncanada.com (Autoroute 25 nord, sortie 22 est)

Bourassa Saturn Saab Isuzu 1615, boul. St-Martin Est (514) 385-9191

www.bourassaauto.com

Décarie Saturn Saab Isuzu 6100, boul. Décarie (514) 342-2222 www.decariesaturn.com (Angle Van Horne)

Mondial Saturn Saab Isuzu 9415, Papineau Montréal (514) 385-7222 www.mondial-ssi.com

West Island Saturn Saab Isuzu 9775, route Transcanadienne Ville Saint-Laurent (514) 332-4424 www.westislandsaturn.com (Autoroute 40 à l'ouest de l'autoroute 13)

* Cette mensualité est calculée pour une Saab 9-3 1SA avec un PDSF de 34 740 \$ et comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (ou échange équivalent), un premier versement mensuel ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saab pour plus de détails.



Qu'ont en commun Le Shawinigate, Harry Potter et Napster?

cyberpresse.ca leur a consacré un dossier

Revues - Analyses - Chroniques - Biographies - Répertoires d'hyperliens

cyberpresse.ca Pour tout savoir sur les sujets chauds de l'heure. Consultez www.cyberpresse.ca/dossiers



La Presse 21 avril 2001

Page B9 manquante

DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS

INDEX DES DÉCÈS

BASTIEN, Alfred BEAUDRY (née Leclair), Simone BEAUPRÉ, Monseigneur Robert

BERNIER, Gratien BRETON (Lamarche), Noëlla

Longueuil BUREAU (Drapeau), Cécile CASSIMATIS, Damianos

CHALIFOUR, Jeanne D'Arc

DESCARRIES, Guy V.

DUDEMAINE (Rémillard) Marcelle

Saint-Jean-sur-Richelieu GIRARD, Jean Ste-Thérèse GRAVEL, Jean-René Montréal LABELLE. Jean

Montréal MARIN, soeur Germaine, s.p. en religion: soeur Jeanne Adèle

Montréal MORIN, Wilfrid Montréal PETIT, René

QUENTIN, Jérôme

ROBERT (Hébert), Marie-Claude

BASTIEN, Alfred

1914 - 2001 À Montréal, le 18 avril 2001, à l'âge de 87 ans, est décédé M. Alfred Bastien, époux de Mme Lucille Dolbec. Il laisse dans le deuil ses enfants Jean (Colette Filion) et Marthe (Philippe Migneault), ses petits-enfants Martine, Benoît, Guy, Julie, Marc-André, Jean-François et leurs conjoints ainsi que plusieurs parents et amis. La famille recevra les condoléances au

Complexe funéraire Urgel Bourgie 2251, Jean-Talon Est, Montréal Les funérailles auront lieu le lundi 23 avril à

14 h en l'église St-Barthelémy et de là au cimetière de St-Vincent-de-Paul. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invi-tation. Heures de visite: dimanche de 14 à 17 h et de 19 à 22 h.

BEAUDRY (née Leclair), Simone À Montréal, le 11 avril 2001, à l'âge de 89 ans, est décédée Simone Leclair Beaudry, épouse de feu Rolland Beaudry. Elle laisse dans le deuil ses enfants, Serge (Danielle), Michelle et Ginette, ses cinq petits-enfants et quatre arrière-petits-enfants, ses soeurs, Pauline et Madeleine (Jean-Marc) ainsi que parents et amis. Selon ses voeux, elle ne sera pas exposée. Qu'elle repose en paix.



BEAUPRÉ, Monseigneur Robert, P.H. 1943 - 2001 À Montréal, le 18 avril 2001, est décédé Monseigneur Robert Beaupré,

P.H., des suites d'une longue maladie Il laisse dans le deuil ses deux soeurs, Hélène et Claire Beaupré; sa tante, Mme Germaine Despard-Landry, ses cousines et cousins, ses petites cousines et petits-cousins de même que de nombreux amis et ses collaboratrices et collaborateurs. Sont également très touchés par ce départ, l'arche-vêque de Montréal, M. le cardinal Jean-Claude Turcotte, ses confrères et tous les membres de la famille diocésaine. Né à Montréal, le 28 juillet 1943, Monseigneur Beaupré fut ordonné au presbytérat le 1er juin 1968 par l'archevêque de Montréal, M. le cardinal Paul

De 1973 à 1976, il étudia à Rome où il obtint une licence de théologie sociale

de l'Université grégorienne. Rentré à Montréal, il devint adjoint au coordonnateur de la pastorale pour les questions sociales avant d'être nommé, en 1988, directeur par intérim de l'Office des oeuvres du diocèse de Montréal.

Le 4 septembre 1990, le nouvel archevêque du diocèse, M. le cardinal Jean-Claude Turcotte, le nomme vicaire

général et modérateur de la curie diocésaine, poste qu'il a occupé jusqu'en mars dernier. Les funérailles de Monseigneur Beaupré auront lieu le lundi 23 avril, à 11 heures, à la Cathédrale Marie-Reine-

du-Monde (angle René-Lévesque et Mansfield). Elles seront célébrées par l'Archevêque, Monsieur Jean-Claude Turcotte. le cardinal

La dépouille mortelle sera exposée le dimanche 22 avril, de 14 heures à 22 heures, au salon rouge de la résidence de l'Archevêché, 1071 rue de la Cathédrale. Lundi matin, elle sera transportée à la Cathédrale où elle sera exposée en chapelle ardente à compter de

BERNIER, Gratien

A Montréal, le 20 avril 2001, à l'âge de 79 ans, est décédé M. Gratien Bernier, veuf de Mme Marguerite Laberge. Il laisse dans le deuil ses fils, Jean-Yves (Sylvie Desrochers) et Pierre, ses petits-enfants, Sébastien, Bruno, Maude, ses frères et soeurs ainsi que plusieurs neveux et nièces, parents et amis, plus particulièrement Claude Bernier. Exposé au complexe

T. Sansregret Itée 4419, rue Beaubien Est, Montréal

Les funérailles auront lieu le lundi 23 avril à 14 h en l'église St-Joseph et de là au cimetière St-Joseph de Rivière-des-Prairies. Heures des visites: dimanche de 14 à 17 h et de 19 à 22 h, lundi dès 10 h.



aux oeuvres du Cardinal Léger exprime vos condoléances et aide les plus pauvres du monde: ceux d'ailleurs et ceux d'ici

Utilisez les cartes dans les maisons funéraires. Nous enverrons votre message de sympathie à la famille éprouvée

Pour information: (514) 495-2421



Jean Labelle Président de Labelle Fourrure

Le jeudi 19 avril 2001 marque le décès de Jean Labelle. Monsieur Labelle laisse dans le deuil son épouse Paule Côté Labelle, ses filles Caroline et Lisane Labelle, son gendre Jean-Guy Belzile, ainsi que ses petits-enfants Élisabeth Labelle-Lapointe, Jean-Louis Labelle-Lapointe, François Belzile et Philippe Belzile.

Né à Montréal et diplômé des Hautes Études Commerciales, Jean Labelle a siégé pendant 25 ans au Conseil Municipal de la Ville de Montréal, élu par le district de Saint-Édouard qu'il y représentait. Membre du Conseil exécutif de la Ville pendant 15 ans, il a, entre autres, collaboré avec les ingénieurs français à l'avènement du métro de Montréal, assuré la survie du Marché Jean Talon, participé au renouveau du Vieux-Montréal et contribué avec Messieurs Drapeau, Churchill, Shaw et Georges Marchais à l'événement marquant que fut Expo 67. Malgré toutes ces activités auxquelles peuvent être ajoutées en outre la présidence du Club Saint-Denis, la présidence de l'Association des Marchands de l'Est et la participation à de multiples délégations montréalaises à l'étranger, Jean Labelle a toujours su diriger efficacement avec ses frères le commerce qu'avait fondé sa mère en 1910 et qui est aujourd'hui géré par la troisième génération

Les funérailles auront lieu le mercredi 25 avril à 11h à l'église St-Léon de Westmount (4311 de Maisonneuve Ouest).

En sa mémoire, un don pourrait être fait aux Fonds de Recherche de l'Institut de Cardiologie de Montréal.

Direction Urgel Bourgie

1918 - 2001

BRETON (Lamarche), Noëlla 1920 - 2001

Longueuil, à la résidence Julie, le 18 avril 2001, à l'âge de 81 ans, est décédée Dame Noëlla Lamarche, épouse de feu Gérard Breton. Elle laisse dans le deuil sa fille Claire (Jacques Parent), sa petite-fille Marie-Eve, sa soeur Monique (Denis Marie-Eve, sa soeur Monique (Denis Laurin), ses frères Lucien (Lucille Morin), Claude (Pauline Clavel), ses beaux-frères, belles-soeurs, ses neveux et nièces. La famille accueillera parents et ami(e)s au

Complexe funéraire Pierre Tétreault inc. 549, Samuel-de-Champlain à l'est de Montarville (sortie 19 de la route 132) Boucherville
Une liturgie de la Parole en présence des

cendres sera célébrée le samedi **28 avril** à 16 h en la chapelle du complexe. Heures de visite: le samedi 28 avril de 15 à Des dons pour la Maison Victor Gadbois

seraient appréciés. Un merci spécial à Julie et Colette pour les bons soins prodigués à



BUREAU (Drapeau), Cécile 1904 - 2001

À Montréal, à l'Institut universitaire de géria-trie, est décédée le 7 avril 2001, Cécile Drapeau Bureau. Elle laisse dans le deuil ses trois enfants, Andrée, Louise et Robert, ses petits-enfants, Ariane, Emmanuelle, Marie-France et Stéphan ainsi que ses frères et soeurs, Jeanne, Madeleine, Gérard

Parents et amis sont invités à assister à une cérémonie d'adieux qui aura lieu, le samedi 28 avril à 15 h, au Monastère des Dominicains, Saint-Albert le Grand, 2715 chemin de la Côte Ste-Catherine, Montréal.

Des dons à la Fondation de l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal, 4565 chemin de la Reine-Marie, H3W 1W5, seront appréciés.

CASSIMATIS. Damianos l'Hôpital Général Lakeshore, le 18 avri 2001, dans sa 81e année, est décédé Damianos Cassimatis, époux bien-aimé de Marjorie. Damianos laisse également dans le deuil de nombreux parents et amis. Le service funèbre sera célébré dans la chapelle de la maison funéraire

Collins Clarke 222, Autoroute 20 (av. Cartier, sortie 49) Pointe-Claire

le mardi 24 avril à 13 h. Exposition 2 heures avant le service. Incinération dans l'intimité. À la demande de la famille, prière de ne pas envoyer de fleurs. Sincères remerciements aux infirmières et au personnel des soins intensifs de l'Hôpital Général Lakeshore pour leur chaleur et leur dévouement.

ÇHALIFOUR, Jeanne D'Arc

salon funéraire

À Magog, le 18 avril 2001, à l'âge de 90 ans est décédée Mme Jeanne D'Arc Chalifour, mère de feu Jean Chalifour. Elle laisse dans le deuil sa belle-fille Francine et ses deux etits-enfants Isabel et Jean-François. La célébration religieuse et l'inhumation des cendres auront lieu à la paroisse de St-Bruno de Montarville ultérieurement.

DESCARRIES, Guy V. À Montréal, le 18 avril 2001, à l'âge de 84 ans, époux de feu Théodora Poulos. Il laisse dans le deuil ses soeurs et frères, Aline, Mariette, Raymond (Pierrette), Louise, Léon (Bérangère), Jean Rémi (Lise), ses bellessoeurs, Cysta, Germaine et Marie, ainsi que de nombreux neveux et nièces. Exposé au

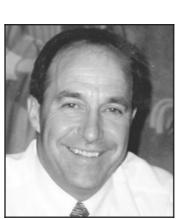
Kane & Fetterly 5301, boul. Décarie (angle Isabella) dimanche de 14 à 17 h et de 19 à 22 h. Les funérailles seront célébrée le lundi 23 avril à 14 h en la paroisse St-Antonin (Snowdon et Coolbrook), suivies de l'inhumation au cime tière Notre-Dame-des-Neiges, Veuillez compenser l'envoi de fleurs par des dons à la Fondation de l'hôpital Ste-Mary, 3830 Lacombe, Montréal, Qc, H3T 1M5. Vous pouvez envoyer vos condoléances à www.kanefetterly.qc.ca

DUDEMAINE (Rémillard), Marcelle

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 20 avril 2001 à l'âge de 82 ans, est décédée des suites d'une longue maladie, madame Marcelle Rémillard. Elle laisse dans le deuil son époux depuis 56 ans, Lucien Dudemaine, ses fils: Denis (Josée Contant) et Philippe (Jacqueline Beauvais); ses petits-fils: Domi-nique (Chantal Phénix), Daniel (Nathalie Bélanger et Christian (Dominique Gingras); ses arrière-petits-enfants: Jérémi, Laurence, Marjorie, Gabriel, Jeanne et Marianne; ses soeurs et frères, ses belles-soeurs et beaux-frères, ainsi que plusieurs nièces et

neveux, parents et amis. Pendant de nombreuses années Mme Rémillard fit partie de la chorale paroissiale St-Eugène et participa avec enthousiasme aux différentes activités de la paroisse. La famille accueillera parents et amis au Complexe funéraire LeSieur & Frère

95, boul. Saint-Luc, Saint-Luc le lundi 23 avril à compter de 14 h. Les funérailles auront lieu le mardi 24 avril à 14 h au centre communautaire Saint-Eugène, suivies de l'inhumation au cimetière de St-Valentin. Heures d'ouverture: lundi de 14 à 17 h et de 19 à 22 h et mardi dès 11 h.



GIRARD, Jean 1950 - 2001

De Ste-Thérèse, le 17 avril 2001, à l'âge de 51 ans, est décédé M. Jean Girard, époux de Mme Ginette Bérubé. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses enfants Philippe (Caroline), Stéfanie (Jean-Claude) et Marie-Joëlle (Stéphane), ses parents M. Georges Girard et Mme Henriette Laramée, ses res Jean-Marc et Michel, ses soeurs Mariolaine, Ginette, Hélène, Huguette et Céline, ses beaux-parents M. Noël Bérubé et Mme Gisèle Cyr, ses beaux-frères, belles-soeurs, neveux, nièces ainsi que plusieurs parents

et amis. Exposée au Complexe funéraire régional Guay inc. 418, boul. Labelle, Rosemère (angle autoroute 640)
Les funérailles auront lieu le lundi 23 avril à

11 h en l'église Ste-Thérèse d'Avila, Ste-Thérèse. Heures de visites: samedi de 19 à 22 h, dimanche de 14 à 17 h et de 19 à 22 h, lundi dès 9 h. Des dons pour les maladies du coeur seraient appréciés

GRAVEL, Jean-René 1928 - 2001

À Montréal, le 19 avril 2001, à l'âge de 73 ans, est décédé monsieur Jean-René Gravel, époux de feu Thérèse Laurion. Il laisse dans le deuil ses fils, Gérald (Johanne) et Claude, ses petits-fils, Sylvain (Marie-Eve), André (Caroline), Martin et Maxime, ses arrière-petites-filles, Daphoé et Laurie-Ann arrière-petites-filles, Daphné et Laurie-Ann, ses frères, Hermas et Jean-Guy, ses soeurs, Jeanine, Irène, Marthe, Laurence, ses beaux-frères et ses belles-soeurs, parents et amis. La famille vous accueillera le lundi 23 avril à compter de 14 h au

Complexe funéraire Alfred Dallaire inc 2750, Marie-Victorin Est, à Longueuil Suivra une liturgie de la parole à 15 h en la chapelle du complexe.

MARIN, soeur Germaine, s.p. en religion: soeur Jeanne Adèle

À la Maison mère des Soeurs de la Providence de Montréal, le 20 avril, à l'âge de 86 ans, est décédée Soeur Germaine Marin, fille de feu Adélard Marin et de feu Elida Berthiaume, de St-Adèle. Outre sa famille religieuse, elle laisse dans le deuil deux soeurs: Mme Jeanne Charbonneau, Mme Antoinette Lévesque, ainsi que des neveux et nièces, parents et ami(e)s. La défunte sera exposée le 20 avril à 16 h à la Maison mère des Soeurs de la Providence

5655, rue de Salaberry Montréal (Qc), H4J 1J5

La célébration de la Parole aura lieu le 20 avril à 19 h 45. Les funérailles auront lieu à la chapelle le 21 avril à 13 h 30. Inhumation au cimetière Repos St-François d'Assise, 6893, rue Sherbrooke Est, Montréal.

Direction Alfred Dallaire inc.

MORIN, Wilfrid

1911 - 2001 À Montréal, le 19 avril 2001, à l'âge de 89 ans, est décédé Wilfrid Morin. Il laisse dans le deuil son épouse Pauline Rolland plusieurs neveux et nièces et autres parents et amis. La famille recevra les condoléances

Complexe funéraire Urgel Bourgie 1255, Beaumont, Ville Mont-Royal

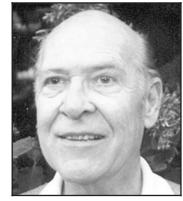
Une liturgie de la Parole aura lieu le lundi 23 avril à 15 h en la chapelle du complexe. Des dons pour la Société d'arthrite, 2155, rue Guy, bureau 1120, Montréal, H3H 2R9, seraient appréciés. Heures des visites: dimanche de 14 à 22 h, lundi dès 14 h.

PETIT, René

1926 - 2001 A St-Bruno, le 19 avril 2001, à l'âge de 75 ans, est décédé M. René Petit. Il laisse dans le deuil ses enfants: René, Alain, Jocelyne, Joëlle et Yolande, et leurs con-joints, conjointes, ses frères: Aurêle et Aldo, sa soeur Jeannine, ses dix petits-enfants, parents et amis. La famille recevra les condoléances au:

E. Tétreault et Fils Complexe funéraire Urgel Bourgie 1559 Montarville, St-Bruno

Les funérailles auront lieu le lundi 23 avril à 11 h, en l'église St-Bruno-de-Montarville et de là au cimetière de St-Hyacinthe. Heures de visite: dimanche de 14 à 17 h et de 19 à 22 h, lundi à compter de 9 h.



QUENTIN, Jérôme 1922 - 2001

C'est avec beaucoup d'émotion que nous vous annonçons le décès de Jérôme Quentin, survenu dans la nuit du 19 avril, à l'âge de 76 ans. Nous sommes nombreux à le regretter; sa femme, Genelle Bellefleur, ses enfants; Isabelle, Marcel, Bertrand et Antoine. Leurs compagnons et compagnes: Bernard Dubreuil, Judy Dumberry, Roxanne Prince et Julie Desrosiers, ses petits-enfants; François, Martin, Evelyne, Daphnée, Victor, Pénélope, Samy-Jo, Elle, Esther, Félix et Alexis, ses frères; Pol, André, Michel, Gilles, leurs épouses et leurs enfants ainsi que de très chers amis. Nous vous invitons à vous joindre à nous dès samedi et dimanche 21 et 22 avril au:

Complexe funéraire Urgel Bourgie 96, boul. Perrot, Ile Perrot

Les funérailles auront lieu le lundi 23 avril 2001 à 11 h, en l'église Ste-Jeanne de Chantal, 1, de l'Église, Notre-Dame de l'Île Perrot. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Heures de visites: samedi de 14 à 17 h et de 19 à 22 h, dimanche de 14 à 17 h.

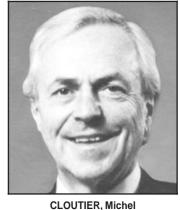


ROBERT (Hébert), Marie-Claude
1917 - 2001
À Longueuil, le 20 avril 2001, à l'âge de 83
ans, est décédée Mme Marie-Claude
Hébert, épouse de Arthur Robert. Outre son époux, elle laisse dans le deuil son fils Jean-Pierre (Danielle Marleau), ses petitesfilles: Anne-Catherine et Marie-France, sa soeur Marthe, neveux et nièces, parents et amis. La famille recevra les condoléances

Jacques Cartier Complexe funéraire Urgel Bourgie 1025 St-Laurent Ouest, Longueuil Les funérailles auront lieu le lundi 23 avril à 10 h, en la co-cathédrale St-Antoine angle

ch. St-Charles et ch. Chambly et de là au ci-metière de Varennes. Heures de visites: dimanche de 14 à 17 h et de 19 à 22 h, lundi à compter de 8 h 30.

10e ANNIVERSAIRE



1934 - 1991

Il y a 10 ans, tu nous quittais. Tu nous léguais alors un message d'amour, de partage et de persévérance. Sache que nul ne l'ont oublié, pas plus d'ailleurs qu'ils

Tous ressassent en eux de nombreux sou-

Tu nous manques énormément. Ta famille.

In Memoriam 20e et 5e anniversaire



M. ET MME FLORENT LAFORTUNE Une bonne pensée Une prière s'il-vous-plaît.

MERCI MON DIEU

Dites 9 fois *Je vous salue Marie* par jour durant 9 jours. Faites trois souhaits, le premier concernant les affaires, les deux autres pour l'impossible. Publiez cet article le 9e jour, vos souhaits se réaliseront même si vous n'y croyez pas. Merci mon Dieu. C'est incroyable mais vrai. K.D.

PRIÈRE AU SAINT-ESPRIT
Saint-Esprit, toi qui éclaircis tout, qui illumines tous les chemins pour que je puisse atteindre mon idéal, toi qui me donnes le don divin de pardonner et oublier le mal qu'on me divin de pardonner et oublier le mal qu'on me fait, et qui es avec moi dans tous les instants de ma vie, je veux pendant ce court dialogue te remercier pour tout et confirmer encore une fois que je ne veux pas me séparer de toi à jamais, même malgré n'importe quelle illusion matérielle. Je désire être avec toi dans la gloire éternelle. Merci de ta miséricorde envers moi et les miens. La personne deura envers moi et les miens. La personne devra dire cette prière pendant trois jours de suite. Après les trois jours, la grâce demandée sera obtenue, même si cela pourrait paraître difficile. Faire publier aussitôt que la grâce a été obtenue, sans dire la demande. M.D.

PRIÈRE INFAILLIBLE À LA VIERGE

PRIERE INFAILLIBLE A LA VIERGE
Fleur toute belle du Mont-Carmel, vigne fructueuse, splendeur du ciel, Mère bénie du Fils
de Dieu assistez-moi dans mes besoins. O
étoile de mer, aidez-moi et montrez-moi ici même, que vous êtes ma mère. Ô Sainte Marie Mère de Dieu, Reine du ciel et de la terre, je vous supplie du fond du coeur de refre, je vous supplie du fond du coeur de m'appuyer dans cette demande (formuler ici votre demande). Personne ne peut résister à votre puissance. Ó Marie conçue sans péché, priez pour nous qui avons recours à vous (3 fois). Sainte-Marie, je remets cette cause entre vos mains (3 fois). Faire cette prière 3 jours de suite et vous devez ensuite la publier, la faveur sera accordée. D.P.

MERCI MON DIEU et Marie je vous salue, dites 9 fois par jour pen-dant 9 jours, vos voeux seront exaucés. L.C. REMERCIEMENTS au Sacré-Coeur pour faveur obtenue. C.D. REMERCIEMENTS au Sacré-Coeur pour faveur obtenue. I.R.

Saviez-vous...

que c'est au

Cimetière Mont-Royal qu'a été établi le premier crématorium au Canada en 1901?

> Depuis 100 ans, les Services Commémoratifs Mont-Royal a été le chef de file en crémation à Montréal. Aujourd'hui, 45% ou près d'un Canadien sur deux choisit la crémation comme mode de disposition.

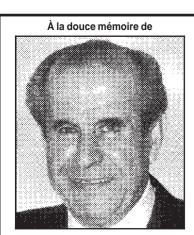
> > Pour obtenir plus d'information et pour recevoir une copie de notre brochure "21 questions à propos de la crémation" Téléphonez-nous au (514) 279-7358 www.mountroyalcem.com



SERVICES COMMÉMORATIFS MONT-ROYAL

Cimetière Mont-Royal 💠 Complexe Funéraire Mont-Royal Complexe Funéraire des Trembles 💠 Résidence Funéraire Blythe Bernier

REMERCIEMENTS



NEHME DAOU Fondateur des Restaurants Daou 2 mars 2001

La famille Daou tient à remercier tous les parents et amis qui lui ont manifesté leurs chaleureux et réconfortants témoignages de sympathie en sa douce Une messe commémorative aura lieu le

dimanche 22 avril à 11 h 30 au Monastère St-Antoine le Grand 899, McEachran, Outremont

restaurantdaou@restaurantdaou.com

Des dons à sa mémoire peuvent toujours être faits à la Fondation du CHUM (514) 840-0797 SINCÈRES REMERCIEMENTS

Les provinces les plus pauvres ne doivent pas compter sur des ententes spéciales

Presse Canadienne

SAINT-JEAN, T.-N. — Les premiers ministres de l'Atlantique peuvent faire leur deuil de toute entente spéciale à l'intention des provinces les plus démunies pour des modifications au programme de péréquation de 10 milliards, affirme le ministre fédéral des Finances, Paul Martin.

« Les gens qui voient la péréquation comme la panacée font à mon avis erreur », a-t-il déclaré aux journalistes, jeudi, au terme d'une série d'entretiens avec des dirigeants du milieu des affaires des Maritimes.

La prise de position ferme du ministre pourrait lui valoir un affrontement avec son collègue de cabinet Brian Tobin, ex-premier ministre de Terre-Neuve, qui s'est engagé à modifier le système en place, en octobre dernier, lors de son retour dans l'arène politique

M. Tobin, maintenant ministre de l'Industrie, est largement perçu



comme l'un des éventuels oppo- La péréquation n'est pas une panacée, selon Paul Martin.

sants de M. Martin dans une course à la direction du Parti libéral du Canada, une fois que Jean Chrétien

Si l'ancien premier ministre de Terre-Neuve se révélait impuissant à modifier le programme de péréquation, il pourrait avoir de la difficulté à s'assurer du soutien de l'Atlantique.

Hier, M. Martin a affirmé que le programme de péréquation était sans cesse réévalué. Il a toutefois ajouté qu'aucune province ou région ne profiterait d'un traitement de faveur.

Bien que les modifications apportées en 1994 aient permis à Terre-Neuve et à la Nouvelle-Écosse de conserver jusqu'à 30 pour cent des sommes perçues sur l'exploitation des ressources naturelles, cela ne se reproduira plus, a-t-il assuré.

« Cela a causé des problèmes avec certaines des autres provinces qui se demandaient pourquoi elles ne l'avaient pas obtenu (ce privilège) », a expliqué le ministre.

Les archives civiles deviennent « virtuelles »

FRANÇOIS BERGER

LES FONCTIONNAIRES brassent de moins en moins de paperasse aux archives civiles du Québec, où le papier est pourtant omniprésent dans les registres qui contiennent plus de 20 millions de documents distincts sur les citoyens.

Le Directeur de l'état civil, qui conserve et administre l'ensemble des actes de naissance, de mariage et de décès, devient en fait de plus en plus « virtuel » grâce aux nouvelles technologies de l'information et au recours à l'Internet.

Tous les actes de l'état civil depuis le début du vingtième siècle — quelque 17 millions de documents — ont été copiés électroniquement et sont désormais stockés sur ordinateur sous forme d'images numériques. Entre 4 et 5 millions d'autres documents, antérieurs au vingtième siècle, sont également en voie de « numé-

Ces millions d'actes sont accessibles sur les postes de travail des fonctionnaires qui traitent les demandes du public pour l'obtention de certificats attestant l'identité, le mariage ou le décès

des citoyens québécois. Ils n'ont plus à manipuler le papier, les actes étant retracés par reconnaissance optique. De plus, le public peut commander et payer un certificat directement « en ligne » sur le site Internet du Directeur de l'état civil (un document est ensuite expédié au citoyen par la poste ou par messager). Quelque 43 000 demandes de certificats — une sur 11 ont transité par le Web au cours des 12 derniers mois, quatre fois plus que l'année précédente.

« Jamais le papier n'atteindra le niveau zéro, admet Joscelyn Tremblay, responsable du développement des services. Mais les papiers se promènent moins et nous devenons de plus en plus virtuels », précise-t-il.

L'informatisation grandissante de cette agence gouvernementale n'a pas entraîné de réduction du personnel. « Nous améliorons plutôt la qualité des services », dit fièrement M. Tremblay. Déjà, les parents d'un nouveau-né n'ont plus à inscrire eux-mêmes leur enfant auprès de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, puisque le Directeur de l'état civil lui transmet directement, et numériquement, les informations nécessaires à l'émission d'une carte d'assurance. Et le nouveau citoyen va recevoir sa carte un mois plus vite qu'avec l'ancien système.

Un projet similaire de transmission directe des informations sur l'état civil des citoyens est en préparation pour la Régie des rentes du Québec, qui administre entre autres le régime des allocations familiales.

Ultimement, les fonctionnaires des archives civiles devraient être autorisés à transmettre à tout ministère ou organisme gouvernemental des attestations d'identité sur tout citoyen, indique M. Tremblay. La formule d'autorisation reste à élaborer, ajoute-t-il. Techniquement, c'est déjà possible, mais politiquement, c'est une autre histoire...

D'autre part, le Directeur de l'état civil entend ouvrir, d'ici la fin de l'année, un nouveau site Web dédié aux recherches généalogiques et offrant l'accès aux actes datant de 1621 à 1925 (1910 pour les actes de naissance). Ce site, exploité en collaboration avec un partenaire du secteur privé, s'adressera d'abord aux historiens, archivistes et généalogistes.

Directeur de l'état civil du Québec http://www.etatcivil.gouv.gc.ca

Toronto, dans le rouge, paie le prix de la fusion

TORONTO -La Ville de Toronto s'apprête à augmenter ses taxes de 3 à 5 % pour combler un déficit budgétaire sans précédent d'environ 340 millions, une première depuis la fusion de la métropole avec six municipalités voisines en 1997, a indiqué hier un conseiller muni-

> La plus grande ville du Canada, dont le budget de 5,6 milliards est le cinquième du pays après celui

trois plus grandes provinces, envi- pris les rênes de la ville. tielles de 5 % et ses taxes commerciales de 2,5 % — le maximum autorisé par la province —, a indiqué à Reuters le conseiller municipal Lorenzo Berardinetti, responsable du comité de l'administration.

La mesure serait annoncée la semaine prochaine à l'issue du conseil municipal et devrait soulager les maux de tête du maire Mel Lastman, qui a tenté de retarder

du gouvernement fédéral et des toute hausse fiscale depuis qu'il a tionnait », a-t-il dit. Il a qualifié la

« Nous avons gelé nos taxes pendant tellement d'années que maintenant, nous ressentons trop de pressions », a dit M. Berardinetti, qui a jugé qu'une hausse progressive des taxes aurait été préférable.

« Pendant les trois premières années après la fusion municipale, entre 1997 et 2000, je crois que le conseil voulait (geler les taxes) pour montrer une stabilité, pour montrer que la fusion fonchausse de « raisonnable » étant donné que la ville n'a pas augmenté ses taxes depuis neuf ans alors que ses coûts ont augmenté avec notamment la hausse du prix de l'essence et les augmentations salariales accordées aux employés municipaux.

La ville envisage également de couper au moins 20 millions dans son budget pour le personnel, et les compressions totales dépasseront 100 millions, a indiqué le con-

Trois-Rivières: poursuite des discussions sur la fusion

Presse Canadienne

TROIS-RIVIERES — Les négociations entre les maires des villes concernées par la fusion dans la région de Trois-Rivières ont permis de trouver un terrain d'entente sur un certain nombre de points, dont le nom de la ville.

En compagnie du conciliateur Dennis Pakenham, les maires de Trois-Rivières, de Trois-Rivières-Ouest, de Cap-de-la-Madeleine et de Sainte-Marthe-du-Cap ont participé hier à une rencontre de discussions concernant le contenu du « contrat de mariage ». Plusieurs éléments auraient été réglés par l'ensemble des maires.

Parmi ces éléments, le nom de la ville fait consensus. Trois-Rivières sera l'appellation de la nouvelle ville, comme l'avait recommandé André Thibault dans son rapport remis à la ministre québécoise des Affaires municipales, Louise Harel, en février. Mais contrairement à ce que la ministre avait laissé entendre lors de sa dernière visite à Trois-Rivières, en mars, il n'y aurait pas de conseil provisoire mis en place pour assurer la transition entre l'administration des quatre villes distinctes et la nouvelle municipalité. Chaque municipalité demeurerait en fonction jusqu'aux premières élections générales de la nouvelle ville, en novembre pro-

L'arrivée d'un comité exécutif semble faire l'affaire des maires en vue de l'administration de la nouvelle ville. Il semblerait que cette option deviendra une obligation dans l'entente que doit rédiger le conciliateur Pa-

Par contre, les négociations achoppent sur la question de la répartition de la dette des quatre villes. Les maires, d'après des chiffres que fourniront les trésoriers de chacune des villes dans quelques jours, auront à se pencher sur ce sujet la semaine prochaine afin de déterminer la méthode qui sera retenue pour fixer les modalités de cet élément dans le

Il est également possible que la dette de certains équipements à caractère supralocal soit répartie équitablement entre tous les citoyens de la nouvelle ville fusionnée. De plus, le contrôle de la hausse des taux de taxation est un sujet qui méritera une autre ronde de discussions entre les maires.

Cette entente doit être entérinée la semaine prochaine par les conseils de ville et signée par les quatre maires pour faire partie du rapport de Dennis Pakenham.

Ce dernier, qui a jusqu'au 30 avril pour remettre ses recommandations à Louise Harel, pourra suggérer à la ministre d'aller de l'avant avec un regroupement à quatre ou à six. Me Pakenham a toujours le loisir d'ajouter Pointe-du-Lac et Saint-Louis-de-France à la nouvelle ville, même si ces municipalités ont décidé de se retirer de la table de discus-

Des moustiques transgéniques pour lutter contre la malaria

Agence France-Presse

SAO PAULO — Un projet scientifique brésilien va tenter de créer des moustiques génétiquement modifiés, privés de leur rôle de vecteurs de la malaria et de la dengue, deux maladies tropicales transmises par l'espèce Aedes Aegypti.

L'idée est d'attaquer les parasites à l'intérieur de l'insecte, en empêchant qu'il transmettent ces maladies, a révélé hier au journal Folha de Sao Paulo la responsable du projet, Margareth Capurro, de l'Université Fédérale de Sao Paulo. Comme des espions dans une armée ennemie, la

mission de ces « transmoustiques » sera, selon la chercheuse, de saboter l'action de leurs ex-compagnons de l'espèce en bloquant ou réduisant la transmission des maladies à l'être humain.

« Cela va demander du temps. J'imagine qu'un test dans la nature avec le moustique qui transmet la malaria africaine va demander encore dix ans », a déclaré la

Lâché dans la nature, le « transmoustique » entrerait en compétition avec les moustiques « sauvages » en diminuant les occasions de piquer les victimes et donc de transmettre les maladies. De plus, grâce aux croisements avec les moustiques sauvages, les nouveaux gènes se dissémineraient et avec eux le pouvoir de blo-

Mme Capurro, qui a déjà fait trois ans de recherches sur le thème à l'Université de Californie à Ivrine a souligné que la création de « transmoustiques » contre la malaria (ou paludisme) et la dengue n'est qu'un outil de plus pour contrôler ces maladies.

« Il faut agir sur plusieurs facteurs : traitement du patient, vaccination, action des insecticides », a-t-elle

« Et que personne ne pense que les moustiques transgéniques seront lâchés dans la nature sans une étude préalable très sérieuse », a-t-elle souligné.

La dissémination de transgènes dans les populations animales sauvages est l'une des principales objections soulevées contre l'autorisation d'utiliser des OGM (organismes génétiquement modifiés) dans l'environnement car l'on redoute qu'ils puissent avoir des effets nuisibles sur la biodiversité.

Premier vol d'un nouveau prototype

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le prototype X-43, un engin sans pilote capable de voler à des vitesses hypersoniques pouvant atteindre 11 000 km/h, effectuera un premier vol d'essai vers la mi-mai au large des côtes de Californie, a annoncé la NASA.

Ce vol se déroulera à environ 29 000 mètres d'altitude et à une vitesse de sept fois la vitesse du son, soit Mach 7 (environ 7700

« C'est un vol à très haut risque et nous allons réaliser beaucoup de premières lors de

ce vol », a expliqué Joel Sitz, directeur du projet X-43 au Centre de recherches aériennes de Dryden, situé sur la base d'Edwards, près de Los Angeles (Californie).

La NASA n'a pas encore fixé de date exacte pour ce test, se contentant d'indiquer qu'il aurait lieu à la « mi-mai ».

S'il réussit, ce sera la première fois dans l'histoire de l'aviation qu'un moteur atmosphérique, donc différent d'un moteur de fusée, atteindra des vitesses hypersoniques, c'est-à-dire supérieure à Mach 5.

Sans frais: 1 800 295-8111 Montréal: (514) 287-7400

Avec l'appui de ceux qui sont près de nous et qui partagent notre douleur, il est toujours plus facile de trouver la force et le courage de supporter Vous avez eu la délicatesse, lors du Monsieur Aurèle Poulet (survenu le 14 février 2001) de nous témoigner, par un gesté personnel, la part que vous preniez à notre peine. Nous en avons été sin-cèrement touchés et tenons à vous dire notre profonde gratitude. Son épouse Yvette, les enfants et ZÉPHIRIN ST DENIS Grand merci à vous tous, parents amis et connaissances, pour le réconfort et le soutien que vous nous avez apporté lors du décès de Zéphirin St-Denis survenu le 4 mars 2001. Veuillez considérer ces remerciements comme personnels. La famille St-Denis

Donnez le souffle de vie.

Ensemble nous pouvons vaincre la fibrose kystique



Votre généreuse contribution permettra de financer les

programmes de recherche en santé respiratoire et de

soutenir les différents services de l'Association

pulmonaire du Québec.

C'est plus de 700 000 québécois, souffrant de maladies respiratoires,

qui vous disent MERCI!



Le vicaire général du diocèse de Montréal s'éteint à 57 ans

SYLVAIN LAROCQUE

M^{gr} Robert Beaupré, vicaire général du diocèse de Montréal jusqu'en mars dernier, est mort mercredi à l'âge de 57 ans.

« Mgr Beaupré souffrait depuis plusieurs années d'une forme de leucémie, confie l'archevêque de Montréal, le cardinal Jean-Claude Turcotte. Il savait qu'il n'en avait plus que pour 10 ans à vivre, mais il acceptait sereinement son état de santé. Malgré la maladie, il a continué à travailler et à se consacrer à l'Église. »

Dans le cadre de ses fonctions, Mgr Beaupré coordonnait les travaux de nombreux conseils et comités pastoraux, en plus d'agir à titre d'administrateur du diocèse lors des absences de l'archevêque à l'extérieur du

« Je me rappellerai de lui comme d'un homme calme, intelligent et d'une très grande capacité de travail », ajoute le cardinal Turcotte.

Né à Montréal le 28 juillet 1943, Mgr Beaupré a été ordonné prêtre le 1er juin 1968. De 1973 à 1976, à l'initiative du cardinal Turcotte, alors vicaire de la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, il va étudier à Rome, où il obtient une maîtrise en théologie. Rentré à Montréal, il devient adjoint au coordonnateur de la pastorale pour les questions sociales avant d'être nommé, en 1988, directeur par intérim de l'Office des oeuvres du diocèse de Montréal. Il est promu vicaire général en septembre 1990.

« Il était très sensible aux problèmes de pauvreté et d'immigration, souligne le cardinal. Il a aidé de nombreux étrangers à immi-

L'état de santé de Mgr Beaupré avait commencé à se dégrader l'été dernier. « Il avait tenté de reprendre le boulot en novembre, Monde. — avec PC



PHOTOTHÈQUE La Presse

L'abbé Robert Beaupré en 1988.

mais il a vite dû abandonner, à regret, précise le cardinal Turcotte. C'était vraiment un homme d'action et de service. »

Le successeur de Mgr Beaupré au poste de vicaire général du diocèse de Montréal est Mgr Louis Dicaire, qui était jusqu'à tout récemment responsable des réaménagements

Les funérailles de Mgr Beaupré, qui seront célébrées par le cardinal Turcotte, auront lieu lundi matin à la cathédrale Marie-Reine-du-

Licencié une deuxième fois

SYLVAIN LAROCQUE

CLAUDE CORBEIL, l'un des 150 camionneurs qui avaient été licenciés par Métro-Richelieu en 1993, puis réintégrés à l'issue d'un règlement de plusieurs millions en 1998, vient d'être licencié une nouvelle fois.

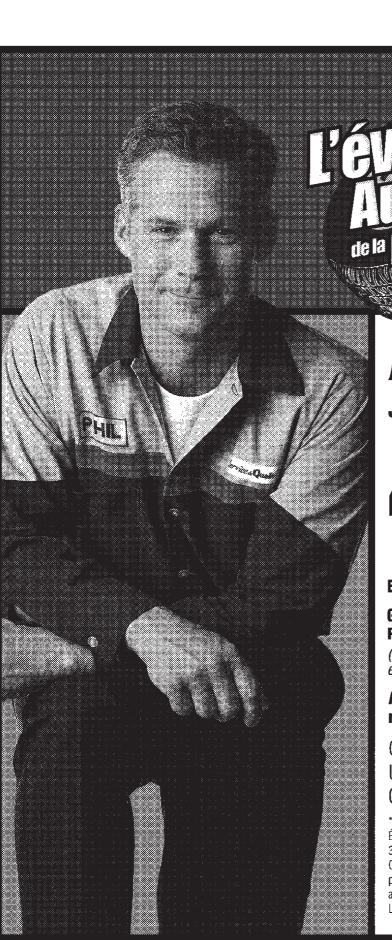
« Mes médecins me disent inapte au travail, mais le spécialiste retenu par Métro soutient que je suis apte. Alors ils (les patrons) m'ont congédié. » Durement éprouvé par le conflit qui s'est étiré sur plus de cinq ans, M. Corbeil souffre depuis d'une profonde dépression.

En 1998, les camionneurs congédiés avaient voté à 88 % en faveur du règlement intervenu entre le syndicat et Métro, mais M. Corbeil et une vingtaine de ses collègues s'en disent mécontents.

ement of Feres

À l'instar de cinq autres camionneurs, M. Corbeil a déposé une poursuite (plus de 750 000 \$ dans son cas) contre son syndicat et la CSN. Peu inquiet de cette procédure, Luc Proulx, coordonnateur des services à la Fédération du commerce de la CSN, soutient que M. Corbeil a déjà encaissé la compensation qui lui était accordée (environ 5000 \$), ce qui peut donner l'impression qu'il acceptait le règlement à l'époque.

Par ailleurs, ce n'est pas parce qu'il poursuit la CSN que M. Corbeil s'empêchera de recourir à la centrale syndicale pour l'aider à contester ce nouveau congédiement. « Ils sont obligés de me défendre en vertu du Code du travail », insiste M. Corbeil. Le représentant de la CSN acquiesce. « Il n'a pas à s'inquiéter, nous le défendrons adéquatement », affirme M. Proulx. Le processus judiciaire se poursuivra le mois prochain.



PNEU5 de marque Jusqu'à

% de rabais sur les prix de détail suggérés* par le fabricant.

Exemple: **Goodyear Club**

P185/65R14 (convient à l'Escort et à la Focus)

incluant les frais d'installation. PDSF 112.60 \$

Aussi autres dimensions de pneus de marques réputées offertes à prix concurrentiels.

Continental^{md}/General^{md} Michelin^{md} Uniroyal[™] Bridgestone[™] Firestone[™]

*Toutes les garanties courantes des fabricants de pneus s'appliquent. Équilibrage des pneus en sus. Taxes et droits gouvernementaux de 3,00 \$ par pneu en sus. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Chez les concessionnaires Ford participants. Certains concessionnaires peuvent ne pas offrir la gamme complète des marques de pneus annoncées. Renseignez-vous auprès de votre conseiller de service. L'offre se termine le 10 juin 2001.

FREINS

SPÉCIALIST!

Motorcraft^{md} «Valeur Plus»

Installation de plaquettes de freins avant ou arrière Motorcraft sur la plupart des voitures et camionnettes Ford.

Comprend:

• Les pièces et la main-d'œuvre

• La garantie longue durée†

Motorcraft «Valeur Plus»

*Usinage des disques et des tambours exclu (si requis) †La garantie s'applique aux pièces soumises à des conditions normales d'utilisation à des fins non commerciales, tant que le propriétaire initial possède le véhicule. Chez les concessionnaires Ford participants. Les concessionnaires peuvent vendre moins cher. Taxes applicables en sus. Certaines conditions s'appliquent. Renseignez-vous auprès de votre conseiller de service. L'offre se termine le 10 juin 2001.

Service de Qualité



www.ford.ca

VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC